

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 802

[C — 2012/29108]

**1<sup>er</sup> FEVRIER 2012. — Décret portant certaines adaptations du décret coordonné le 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Le présent décret a pour objet de transposer la Directive 2009/140/CE du Parlement et du Conseil du 25 novembre 2009 modifiant les Directives 2002/21/CE relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques, 2002/19/CE relative à l'accès aux réseaux de communications électroniques et aux ressources associées, ainsi qu'à leur interconnexion, et 2002/20/CE relative à l'autorisation des réseaux et services de communications électroniques, ainsi que la Directive 2010/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 10 mars 2010 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la fourniture de services de médias audiovisuels (directive «Services de médias audiovisuels»).

§ 2. Dans la note infra-paginale renvoyée par le Titre I<sup>er</sup> du décret sur les services de médias audiovisuels coordonné le 26 mars 2009, le 1<sup>er</sup> tiret est remplacé par ce qui suit :

« - la directive 2010/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 10 mars 2010 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la fourniture de services de médias audiovisuels (directive « Services de médias audiovisuels »); ».

§ 3. Dans la note infra-paginale renvoyée par le Titre I<sup>er</sup> du décret sur les services de médias audiovisuels coordonné le 26 mars 2009, un nouveau tiret est introduit comme suit :

« - la Directive 2009/140/CE du Parlement et du Conseil du 25 novembre 2009 modifiant les Directives 2002/21/CE relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques, 2002/19/CE relative à l'accès aux réseaux de communications électroniques et aux ressources associées, ainsi qu'à leur interconnexion, et 2002/20/CE relative à l'autorisation des réseaux et services de communications électroniques. ».

**Art. 2.** A l'article 1<sup>er</sup> du décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le point « 1° » devient le point « 1°bis »;

2°. Un nouveau point « 1° » est inséré avant le point « 1°bis », rédigé comme suit :

« 1° Accès : la mise à la disposition d'un tiers par un opérateur de réseau, dans des conditions bien définies et de manière exclusive ou non exclusive, de ressources ou de services en vue de la fourniture de services de communications électroniques dans la mesure où ces services de communications électroniques servent à la fourniture de services de médias audiovisuels. Cette mise à disposition couvre notamment : l'accès à des éléments de réseaux et à des ressources associées et éventuellement à la connexion des équipements par des moyens fixes ou non, en ce compris l'accès à la boucle locale ainsi qu'aux ressources et services nécessaires à la fourniture de services par la boucle locale; l'accès à l'infrastructure physique, y compris aux bâtiments, gaines et pylônes; l'accès aux systèmes logiciels pertinents, y compris aux systèmes d'assistance à l'exploitation; l'accès aux systèmes d'information ou aux bases de données pour la préparation de commandes, l'approvisionnement, la commande, les demandes de maintenance et de réparation et la facturation; l'accès aux réseaux fixes et mobiles; l'accès aux systèmes d'accès conditionnel et l'accès aux services de réseaux virtuels. »;

3°. Il est inséré un point « 2°ter », rédigé comme suit :

« 2°ter. Interconnexion : la liaison physique et logique des réseaux publics de communications électroniques utilisés par le même opérateur de réseau ou un opérateur de réseau différent, afin de permettre la fourniture d'une même offre de services à des utilisateurs connectés à des réseaux différents. L'interconnexion constitue un type particulier d'accès mis en œuvre entre opérateurs de réseaux publics. ».

**Art. 3.** Dans l'article 21, § 2, alinéa 3, 4°, du même décret, les mots «et acoustiques» sont abrogés.

**Art. 4.** Dans l'article 31 du même décret, le § 6 est abrogé.

**Art. 5.** L'article 35 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« La RTBF et tout éditeur de services doivent pouvoir prouver, à tout moment, qu'ils ont conclu les accords nécessaires avec les auteurs et autres ayants droit concernés, ou leurs sociétés de gestion collective, leur permettant pour ce qui concerne leurs activités de respecter la législation sur le droit d'auteur et les droits voisins.

Sur simple demande, le Collège d'autorisation et de contrôle peut obtenir la communication d'une copie complète des accords en cours d'exécution lorsqu'ils portent sur des répertoires significatifs d'œuvres et de prestations.

En cas d'interruption de plus de six mois desdits accords, de conflit ou d'impossibilité durable de conclure de tels accords, l'éditeur tout comme le distributeur de services est tenu d'en informer le Ministre ainsi que le CSA et de préciser les dispositions prises afin de provisionner les sommes contestées le cas échéant en tenant compte des risques connus.

En cas de risque manifeste pour la sauvegarde des droits des ayants droit, le Collège d'autorisation et de contrôle peut exiger en outre le cautionnement des sommes contestées, selon les modalités qu'il détermine. ».

**Art. 6.** Dans les articles 38 (§ 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> et § 2), 41 (§ 1<sup>er</sup>, alinéa 2, première phrase), 48 (§ 1<sup>er</sup>, première phrase), 54 (§ 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>), 59 (§ 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> et § 2, dernier alinéa), article 70 (§ 2, alinéa 3), 77 (§ 1<sup>er</sup>), article 80 (§ 1<sup>er</sup>, alinéa 2), 97 (§ 1<sup>er</sup>), 98 (§ 2; dernier alinéa), 112 (§ 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>), 113 (§ 3, alinéa 3), 117 (§ 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>), 118 (§ 4, alinéa 3), 120 (alinéa 1<sup>er</sup>), 123 (alinéa 1<sup>er</sup>), 125 (§ 1<sup>er</sup>), 159 (§ 3, alinéa 2 et § 4, alinéas 3 et 5), 161 (§ 3, 4 et 5), 164 (§ 3, alinéa 1<sup>er</sup> et § 5, première phrase), 172 (§ 1<sup>er</sup>, premier et deuxième tirets) du même décret, les mots « par lettre recommandée », « par courrier recommandé », « par lettre recommandée à la poste », « sous pli recommandé à la poste » et « par voie recommandée par la poste » sont remplacés par les mots « par envoi postal et recommandé ».

**Art. 7.** L'article 38, § 2, 5°, du même décret, est complété comme suit :

« , ce plan financier devra prévoir une rubrique relative aux rémunérations à verser aux auteurs et autres ayants droit en application des accords conclus. En cas de conflit ou d'impossibilité durable de conclure de tels accords, les provisions prévues compte tenu des risques connus y seront mentionnées. »

**Art. 8.** A l'article 54 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le § 2, le 6° est complété comme suit :

« , ce plan financier devra prévoir une rubrique relative aux rémunérations à verser aux auteurs et autres ayants droit en application des accords conclus. En cas de conflit ou d'impossibilité durable de conclure de tels accords, les provisions prévues compte tenu des risques connus y seront mentionnées. »

2° Dans le § 3, le 6° est complété comme suit :

« , ce plan financier devra prévoir une rubrique relative aux rémunérations à verser aux auteurs et autres ayants droit en application des accords conclus. En cas de conflit ou d'impossibilité durable de conclure de tels accords, les provisions prévues compte tenu des risques connus y seront mentionnées. »

**Art. 9.** Dans l'article 58 du même décret, il est inséré un paragraphe 3 bis rédigé comme suit :

« § 3bis. Le titulaire de l'autorisation doit préalablement notifier par envoi postal et recommandé au Collège d'autorisation et de contrôle toute modification des éléments repris dans la demande d'autorisation visés aux paragraphes 2 à 4 de l'article 54. »

**Art. 10.** Dans les articles 63, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, article 70, § 2, alinéa 2, et 102, § 2 du même décret, les mots « par lettre recommandée » et « par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception » sont abrogés.

**Art. 11.** L'article 65 du même décret, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Toute télévision locale doit mettre ses services télévisuels à la disposition des distributeurs de services soumis à l'obligation de distribution de ces services. »

**Art. 12.** Dans l'article 67, § 1<sup>er</sup>, 6° du même décret, les mots « des programmes de radio filmée, » sont insérés entre les mots « à l'exclusion » et les mots « des programmes de production propre mis à disposition. »

**Art. 13.** Dans l'article 71 du même décret, le § 10 est remplacé par ce qui suit :

« § 10. Nul ne peut exercer le mandat d'administrateur s'il a été condamné ou est membre d'un organisme ou d'une association qui a été condamné, en vertu d'une décision de justice coulée en force de chose jugée, pour non-respect des principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale.

Cette interdiction cesse dix années après la décision de justice précitée, s'il peut être établi que la personne ou l'association a publiquement renoncé à son hostilité vis-à-vis des principes démocratiques énoncés par les dispositions visées à l'alinéa qui précède. Elle cesse un an après la décision de justice précitée, si la personne a démissionné de l'association en raison de et immédiatement après la condamnation de cette dernière pour non-respect des principes démocratiques énoncés par les dispositions visées à l'alinéa précédent. »

**Art. 14.** L'article 77 du même décret est complété par un nouveau paragraphe rédigé comme suit :

« § 5. Tout distributeur de services doit pouvoir prouver, à tout moment, qu'il a conclu les accords nécessaires avec les auteurs et autres ayants droit concernés, ou leurs sociétés de gestion collective, lui permettant pour ce qui concerne ses activités de respecter la législation sur le droit d'auteur et les droits voisins.

Sur simple demande, le Collège d'autorisation et de contrôle peut obtenir la communication d'une copie complète des accords en cours d'exécution lorsqu'ils portent sur des répertoires significatifs d'œuvres et de prestations.

En cas d'interruption de plus de 6 mois desdits accords, de conflit ou d'impossibilité durable de conclure de tels accords, l'éditeur tout comme le distributeur de services est tenu d'en informer le Ministre ainsi que le CSA et de préciser les dispositions prises afin de provisionner les sommes contestées le cas échéant en tenant compte des risques connus.

En cas de risque manifeste pour la sauvegarde des droits des ayants droit, le Collège d'autorisation et de contrôle peut exiger en outre le cautionnement des sommes contestées, selon les modalités qu'il détermine. »

**Art. 15.** Dans l'article 80, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, première phrase du même décret, le mot « de » entre les mots « et » et « d'août » est supprimé.

**Art. 16.** Dans l'article 81, § 3, première phrase du même décret, les mots « de janvier et de juillet » sont remplacés par les mots « de février et d'août ».

**Art. 17.** L'article 90 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 90. Après chaque publication par la Commission européenne, ci-après dénommée Commission, de sa « recommandation sur les marchés pertinents de produits et de services dans le secteur des communications électroniques », ou si les circonstances en Communauté française le justifient, le Collège d'autorisation et de contrôle détermine les marchés pertinents pour les réseaux et les services de communications électroniques en tenant le plus grand compte de la recommandation et des lignes directrices de la Commission sur l'analyse du marché et l'évaluation de la puissance sur le marché. »

On entend par marchés pertinents, les marchés dont les caractéristiques peuvent justifier l'imposition d'une ou de plusieurs obligations parmi les obligations visées aux articles 95 à 95sexies et 96. »

**Art. 18.** L'article 91 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 91. § 1<sup>er</sup>. Après chaque détermination des marchés pertinents, le Collège d'autorisation et de contrôle procède à l'analyse des marchés afin d'établir s'ils sont effectivement concurrentiels.

§ 2. Si le Collège d'autorisation et de contrôle conclut qu'un marché pertinent est effectivement concurrentiel, il n'impose ni ne maintient aucune des obligations visées aux articles 95 à 95sexies. Dans le cas où des obligations réglementaires sectorielles sont déjà appliquées, le Collège d'autorisation et de contrôle supprime ces obligations imposées aux entreprises sur ce marché pertinent. Il informe les parties concernées par cette suppression d'obligation dans un délai approprié.

§ 3. Si le Collège d'autorisation et de contrôle conclut qu'un marché pertinent n'est pas effectivement concurrentiel, il identifie le ou les opérateurs de réseau disposant d'une puissance significative sur ce marché et impose à ce ou ces opérateurs celles parmi les obligations visées aux articles 95 à 95sexies qu'il estime appropriées.

Un opérateur de réseau est considéré comme disposant d'une puissance significative sur un marché pertinent si, individuellement ou collectivement avec d'autres, il se trouve dans une position équivalente à une position dominante, c'est-à-dire qu'il est en mesure de se comporter, dans une mesure appréciable, de manière indépendante de ses concurrents, de ses clients et, en fin de compte, des consommateurs.

Lorsqu'une entreprise est puissante sur un marché particulier, dénommé premier marché, elle peut également être désignée comme puissante sur un marché étroitement lié, dénommé second marché, lorsque les liens entre les deux marchés sont tels qu'ils permettent d'utiliser sur le second marché, par effet de levier, la puissance détenue sur le premier marché, ce qui renforce la puissance de l'entreprise sur le marché. Par conséquent, des mesures visant à prévenir cet effet de levier peuvent être appliquées sur le second marché conformément aux articles 95, 95bis, 95ter et 95quinquies, et lorsque ces mesures se révèlent insuffisantes, des mesures conformes aux dispositions de l'article 96 peuvent être imposées.

Pour chaque marché pertinent, le Collège d'autorisation et de contrôle publie notamment sur son site internet la liste des opérateurs puissants sur le marché, ainsi que pour chaque opérateur puissant, la liste des obligations qui lui sont imposées. »

§ 4. Les obligations énoncées aux articles 95 à 95sexies ne sont pas imposées aux opérateurs de réseau qui n'ont pas été désignés comme disposant d'une puissance significative sur le marché pertinent.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> :

a) le Collège d'autorisation et de contrôle peut imposer une ou plusieurs des obligations énoncées aux articles 95 à 95sexies à des opérateurs de réseau qui n'ont pas été désignés comme puissants sur le marché lorsque cela est nécessaire en vue de se conformer à des engagements internationaux;

b) le Collège d'autorisation et de contrôle peut imposer aux opérateurs de réseau qui contrôlent l'accès à des utilisateurs finals l'obligation d'assurer l'interconnexion de leurs réseaux là où elle n'est pas encore réalisée, dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer la connectivité de bout en bout.

§ 5. Dans des circonstances exceptionnelles, lorsque le Collège d'autorisation et de contrôle considère qu'il est urgent d'agir, afin de préserver la concurrence et de protéger les intérêts des utilisateurs, par dérogation à la procédure visée à l'article 94, il peut adopter immédiatement des mesures proportionnées et temporaires à tout opérateur de réseau. Le Collège d'autorisation et de contrôle communique sans délai ces mesures, dûment motivées, à la Commission et à l'Organe des régulateurs européens des communications électroniques, ci-après dénommé ORECE.

Si le Collège d'autorisation et de contrôle souhaite rendre ces mesures permanentes ou prolonger la durée initiale, la nouvelle décision devra être soumise à la procédure visée à l'article 94.

§ 6. Si de manière tout aussi exceptionnelle, le Collège d'autorisation et de contrôle entend imposer aux opérateurs qui disposent d'une puissance significative sur le marché des obligations en matière d'accès ou d'interconnexion autres que celles qui sont énoncées aux articles 95 à 95sexies, il soumet cette demande à la Commission européenne qui, tenant le plus grand compte de l'avis de l'organe des régulateurs européens des communications électroniques l'ORECE, prend une décision donnant l'autorisation ou interdisant à l'autorité réglementaire nationale de prendre ces mesures. »

**Art. 19.** L'article 92 du même décret est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« Le Collège d'autorisation et de contrôle peut, s'il le juge nécessaire, consulter le Conseil de la concurrence ou ses services.

Il effectue une analyse du marché pertinent et notifie le projet de mesure correspondant conformément à la procédure visée à l'article 94 :

1° dans un délai de 3 ans suivant l'adoption d'une précédente mesure concernant ce marché, avec, à titre exceptionnel, une prolongation de 3 ans supplémentaires lorsque le Collège d'autorisation et de contrôle a notifié à la Commission, qui ne s'y oppose pas dans le mois suivant la notification, une proposition motivée de prolongation;

2° dans un délai de 2 ans suivant l'adoption d'une recommandation révisée sur les marchés pertinents pour les marchés qui n'ont pas été préalablement notifiés à la Commission.

Lorsque le Collège d'autorisation et de contrôle n'a pas achevé son analyse du marché pertinent recensé dans la recommandation dans le délai fixé, il peut demander à l'ORECE, de fournir une assistance en vue d'achever l'analyse du marché pertinent et des obligations spécifiques à imposer. Avec cette assistance, le Collège d'autorisation et de contrôle notifie le projet de mesure à la Commission dans les six mois. »

**Art. 20.** L'article 93 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 93. § 1<sup>er</sup>. Les entreprises assurant la fourniture de réseaux et de services de communications électroniques transmettent toutes les informations, y compris les informations financières et celles concernant l'évolution des réseaux ou des services susceptibles d'avoir une incidence sur le marché pertinent, qui sont nécessaires au Collège d'autorisation et de contrôle, conformément à l'article 136, § 6. Les entreprises fournissent ces informations rapidement et sur demande, en respectant les délais et le niveau de détail exigés par le Collège d'autorisation et de contrôle. Les informations demandées par le Collège d'autorisation et de contrôle sont proportionnées à ses besoins pour l'accomplissement de cette tâche.

§ 2. Le Collège d'autorisation et de contrôle met à la disposition de la Commission, à sa demande motivée, les informations qui lui sont nécessaires pour mener à bien ses missions. Il met également à la disposition de toute autre autorité réglementaire belge ou d'un autre Etat membre de l'Union européenne, à leur demande motivée, les informations nécessaires pour exercer les responsabilités qui leur incombent en vertu du droit communautaire. Lorsque les informations fournies concernent des informations communiquées antérieurement par des entreprises à la demande du Collège d'autorisation et de contrôle, ces entreprises en sont informées.

Par dérogation à l'article 150, le Collège d'autorisation et de contrôle est autorisé à communiquer les informations considérées comme confidentielles par les entreprises, pour autant que les destinataires lui garantissent préalablement la protection des informations confidentielles et des secrets d'affaires.

§ 3. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut requérir de la Commission, et de toute autre autorité réglementaire belge ou d'un autre Etat membre de l'Union européenne, la communication d'informations nécessaires pour exercer les responsabilités qui lui incombent en vertu du présent chapitre. Il garantit la confidentialité des informations qui lui ont été renseignées comme telles.

§ 4 Pour l'application des §§ 2 et 3, il faut entendre par « autorité réglementaire », toute autorité réglementaire agissant dans le cadre de la mise en œuvre du cadre réglementaire relatif aux communications électroniques ainsi que du droit de la concurrence et des dispositions du titre VI du présent décret. »

**Art. 21.** L'article 94 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 94. § 1<sup>er</sup>. Sauf dans les cas relevant de l'article 91, § 5, le Collège d'autorisation et de contrôle organise, durant une période d'un mois minimum et de deux mois maximum, une consultation publique préalable en vue de donner aux parties intéressées l'occasion de présenter leurs observations sur tout projet de décision visé aux articles 90 et 91.

Les modalités de l'organisation de cette consultation sont déterminées par le Collège d'autorisation et de contrôle dans son règlement d'ordre intérieur.

Le Collège d'autorisation et de contrôle assure un accès permanent aux documents soumis à consultation publique sur le site internet du CSA. Il peut également rendre public les documents par tout autre moyen qu'il juge utile.

Sauf s'il s'agit d'informations confidentielles, les contributions reçues dans le cadre de la consultation sont publiées sur le site internet du CSA et par tout autre moyen qu'il juge utile.

§ 2. A la suite de la consultation publique précitée et sans préjudice des procédures de concertation entre les autorités réglementaires compétentes en Belgique, le Collège d'autorisation et de contrôle transmet le projet de décision à la Commission et à l'ORECE qui disposent d'un délai d'un mois pour communiquer au Collège d'autorisation et de contrôle leurs observations. Le projet de décision est également transmis aux autorités réglementaires nationales des autres Etats membres dès lors que cette décision aurait une incidence sur les échanges entre Etats. Elles disposent d'un délai d'un mois pour communiquer au Collège d'autorisation et de contrôle leurs observations.

§ 3. Le Collège d'autorisation et de contrôle tient le plus grand compte des observations formulées par les autres autorités réglementaires nationales, l'ORECE ainsi que par la Commission et adopte ensuite le projet de décision final, et le communique à la Commission.

§ 4. Par dérogation au § 3, lorsque le projet de décision vise à définir un marché pertinent qui diffère de ceux recensés dans la recommandation sur les marchés pertinents de produits et de services dans le secteur des communications électroniques, ou à désigner ou non une entreprise comme disposant d'une puissance significative sur le marché, et si la Commission, dans le délai visé au § 2, notifie au Collège d'autorisation et de contrôle les raisons pour lesquelles, soit elle estime que ce projet ferait obstacle au marché unique, soit elle a des doutes sérieux sur sa compatibilité avec la législation communautaire, le Collège d'autorisation et de contrôle retarde de deux mois suivant la notification de la Commission l'adoption du projet en question.

Si dans le délai de deux mois précité, la Commission décide d'exiger le retrait du projet de décision du Collège d'autorisation et de contrôle, ce dernier modifie ou retire son projet dans les six mois suivant la date de la décision de la Commission. Lorsque le projet de mesure est modifié, le Collège d'autorisation et de contrôle lance une nouvelle consultation publique conformément au § 1<sup>er</sup>, puis notifie à nouveau le projet conformément au § 2.

§ 5. Par dérogation au § 3, lorsque le projet de décision vise à imposer, modifier ou supprimer une obligation conformément aux articles 95 à 95sexies et 96, et si la Commission, dans le délai d'un mois visé au § 2, notifie au Collège d'autorisation et de contrôle les raisons pour lesquelles, soit elle estime que le projet de mesure constitue une entrave au marché unique, soit elle a des doutes sérieux sur sa compatibilité avec la législation communautaire, le Collège d'autorisation et de contrôle retarde de trois mois suivant la notification de la Commission l'adoption du projet en question. Durant ce délai de trois mois, le Collège d'autorisation et de contrôle coopère étroitement avec la Commission et l'ORECE pour identifier la mesure la plus efficace et appropriée au regard des objectifs visés, en prenant en considération les avis du secteur et en veillant à la cohérence des pratiques réglementaires.

Dans le cas où, dans un délai de six semaines suivant la notification de la Commission, l'ORECE partage les doutes sérieux de la Commission, le Collège d'autorisation et de contrôle peut, dans le délai de trois mois visé au premier alinéa, soit modifier ou retirer son projet de décision en tenant le plus grand compte de la notification de la Commission ainsi que de l'avis et des conseils de l'ORECE, soit maintenir son projet de décision.

Dans le cas où, dans ce même délai de six semaines, l'ORECE ne partage pas les doutes sérieux de la Commission ou n'émet pas d'avis, ou encore si le Collège d'autorisation et de contrôle modifie ou maintient son projet de décision conformément à l'alinéa 2, le Collège d'autorisation et de contrôle ne peut se prononcer définitivement sur le projet de décision qu'après que la Commission ait, dans un délai d'un mois après la fin de la période de trois mois visée à l'alinéa premier, soit émis une recommandation demandant audit Collège de modifier ou de retirer le projet en question, soit décidé de lever ses réserves. Passé ce dernier délai, la Commission est réputée avoir levé ses réserves.

Dans le cas où le Collège d'autorisation et de contrôle modifie son projet de décision, il peut décider de recourir à une nouvelle consultation publique visée au § 1<sup>er</sup>.

Si le Collège d'autorisation et de contrôle n'applique pas l'alinéa précédent, il communique à la Commission et à l'ORECE la décision définitive dans un délai d'un mois à compter de la décision de la Commission visée à l'alinéa 3. S'il applique l'alinéa précédent, le délai de communication de la décision définitive est d'un mois à compter du terme de la nouvelle procédure de consultation.

Si le Collège d'autorisation et de contrôle décide de ne pas modifier ou retirer le projet de décision sur la base de la recommandation ou de la levée de réserves de la Commission visée à l'alinéa 3, il doit fournir une justification motivée. A tout moment de la procédure, le Collège d'autorisation et de contrôle peut décider de retirer le projet de décision.»

**Art. 22.** L'article 95 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 95. § 1<sup>er</sup>. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut, conformément à l'article 91, § 3, définir les obligations de transparence concernant l'interconnexion et/ou l'accès en vertu desquelles les opérateurs de réseau doivent rendre publiques des informations bien définies, telles que les informations comptables, les spécificités techniques, les caractéristiques du réseau, les modalités et conditions de fourniture et d'utilisation. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut préciser les informations à fournir, le niveau de détail requis et les modalités de publication.

§ 2. Lorsqu'un opérateur de réseau est soumis à des obligations de non-discrimination, le Collège d'autorisation et de contrôle peut lui imposer de publier une offre de référence, qui soit suffisamment détaillée pour garantir que les opérateurs de réseau ne sont pas tenus de payer pour des ressources qui ne sont pas nécessaires pour le service demandé. Elle comprend une description des offres pertinentes réparties en divers éléments selon les besoins du marché, accompagné des modalités et conditions correspondantes, y compris des tarifs. ».

**Art. 23.** Dans le titre VI, chapitre premier, Section III du même décret, il est inséré un article 95*bis* rédigé comme suit :

« Article 95*bis*. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut, conformément à l'article 91, § 3, imposer des obligations de non-discrimination en ce qui concerne l'interconnexion et l'accès, notamment en veillant à ce que les opérateurs de réseau appliquent des conditions équivalentes dans des circonstances équivalentes aux autres entreprises fournissant des services similaires, et qu'ils fournissent aux autres des services et informations dans les mêmes conditions et avec la même qualité que ceux qu'ils assurent pour leurs propres services, ou pour ceux de leurs filiales ou partenaires. »

**Art. 24.** Dans le titre VI, chapitre premier, Section III du même décret, il est inséré un article 95*ter* rédigé comme suit :

« Article 95*ter*. § 1<sup>er</sup>. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut, conformément à l'article 91, § 3, imposer des obligations de séparation comptable en ce qui concerne certaines activités dans le domaine de l'interconnexion et de l'accès.

Le Collège d'autorisation et de contrôle peut obliger un opérateur de réseau intégré verticalement à rendre ses prix de gros et ses prix de transferts internes transparents, notamment pour garantir le respect de l'obligation de non-discrimination prévue à l'article 95*bis* ou, en cas de nécessité, pour empêcher des subventions croisées abusives.

Un réviseur d'entreprises agréé désigné par l'opérateur de réseau établi, aux frais de l'opérateur, un rapport destiné à permettre au Collège d'autorisation et de contrôle de vérifier le respect de la décision mentionnée à l'alinéa précédent. Le Collège d'autorisation et de contrôle publie chaque année une déclaration relative au respect de cette décision.

§ 2. Lorsque le Collège d'autorisation et de contrôle le juge nécessaire, il peut demander, de manière motivée, de présenter tous les documents comptables, y compris les données concernant les recettes provenant de tiers. Le Collège d'autorisation et de contrôle fixe le délai dans lequel les documents doivent être fournis.

Le Collège d'autorisation et de contrôle peut publier ces informations dans la mesure où elles contribuent à l'instauration d'un marché ouvert et concurrentiel, dans le respect des règles de confidentialité des données d'entreprise. »

**Art. 25.** Dans le titre VI, chapitre premier, Section III du même décret, il est inséré un article 95*quater* rédigé comme suit :

« Article 95*quater*. § 1<sup>er</sup>. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut, conformément à l'article 91, § 3, imposer l'obligation de satisfaire aux demandes raisonnables d'accès à des éléments de réseau.

Les opérateurs de réseau peuvent notamment se voir imposer :

1° d'accorder à des tiers l'accès à des éléments et ressources de réseau spécifiques, y compris l'accès à des éléments de réseau qui ne sont pas actifs et l'accès dégroupé à la boucle locale, notamment afin de permettre la sélection et présélection des opérateurs et l'offre de vente de lignes d'utilisateurs;

2° de négocier de bonne foi avec les distributeurs de services qui demandent un accès;

3° de ne pas retirer l'accès aux ressources lorsqu'il a déjà été accordé;

4° d'offrir des services particuliers en gros en vue de la revente à des tiers;

5° d'accorder un accès ouvert aux interfaces techniques, protocoles ou autres technologies clés qui revêtent une importance essentielle pour l'interopérabilité des services ou des services de réseaux virtuels;

6° de fournir une possibilité de co-localisation ou d'autres formes de partage des ressources associées;

7° de fournir des services spécifiques nécessaires pour garantir aux utilisateurs l'interopérabilité des services de bout en bout, notamment en ce qui concerne les ressources destinées aux services de réseaux intelligents ou permettant l'itinérance sur les réseaux mobiles;

8° de fournir l'accès à des systèmes d'assistance opérationnelle ou à des systèmes logiciels similaires nécessaires pour garantir l'existence d'une concurrence loyale dans la fourniture des services;

9° d'interconnecter des réseaux ou des ressources de réseau;

10° de donner accès à des services associés comme ceux relatifs à l'identité, à l'emplacement et à l'occupation.

Le Collège d'autorisation et de contrôle peut, dans ce cadre, fixer des conditions concernant le caractère équitable ou raisonnable de cette obligation, et le délai de son exécution.

§ 2. Lorsque le Collège d'autorisation et de contrôle examine s'il y a lieu d'imposer les obligations visées au § 1<sup>er</sup>, il prend notamment en considération les éléments suivants :

1° la viabilité technique et économique de l'utilisation ou de la mise en place de ressources concurrentes, compte tenu du rythme auquel le marché évolue et de la nature et du type d'interconnexion et d'accès concerné;

2° le degré de faisabilité de la fourniture d'accès proposée, compte tenu de la capacité disponible;

3° l'investissement initial réalisé par le propriétaire des ressources, en tenant compte des investissements publics réalisés et des risques inhérents à l'investissement;

4° la nécessité de préserver la concurrence à long terme, en apportant une attention particulière à la concurrence économiquement efficace fondée sur les infrastructures;

5° le cas échéant, les éventuels droits de propriété intellectuelle;

6° la fourniture de services paneuropéens. »

**Art. 26.** Dans le titre VI, chapitre premier, Section III du même décret, il est inséré un article 95quinquies rédigé comme suit :

« Article 95quinquies. § 1<sup>er</sup>. En matière d'accès, le Collège d'autorisation et de contrôle peut, conformément à l'article 91, § 3, et lorsqu'il ressort en outre d'une analyse du marché que l'opérateur de réseau concerné peut, en raison de l'absence de concurrence réelle, maintenir les prix à un niveau exagéré ou réduire les marges au détriment des utilisateurs finals, imposer des obligations liées à la récupération des coûts, y compris les obligations concernant l'orientation des prix en fonction des coûts et au contrôle des prix et les obligations concernant les systèmes de comptabilisation des coûts en matière de coûts d'un opérateur efficient. Afin d'encourager l'opérateur à investir notamment dans les réseaux de nouvelle génération, le Collège d'autorisation et de contrôle tient compte des investissements réalisés et lui permet une rémunération raisonnable du capital adéquat engagé, compte tenu de tout risque spécifiquement lié à un nouveau projet d'investissement particulier.

En matière d'accès, le Collège d'autorisation et de contrôle peut aussi, conformément à l'article 91, § 3, imposer des obligations liées à la récupération des coûts et au contrôle des prix qui visent à promouvoir l'efficacité économique, à favoriser une concurrence durable et à optimiser les avantages pour le consommateur. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut également prendre en compte les prix en vigueur sur les marchés concurrentiels comparables.

§ 2. Tout opérateur de réseau soumis à l'obligation d'orientation de ses tarifs en fonction des coûts fournit au Collège d'autorisation et de contrôle, à la demande de celui-ci, la preuve du respect de cette obligation.

Lorsqu'une obligation d'orientation sur les coûts est imposée à un opérateur de réseau, les coûts pris en compte sont les coûts liés à la fourniture d'une prestation efficace, y compris un retour sur investissement raisonnable.

Afin de déterminer les coûts liés à la fourniture d'une prestation efficace, le Collège d'autorisation et de contrôle peut utiliser des méthodes de comptabilisation et de calcul des coûts distinctes de celles appliquées par l'opérateur de réseau.

§ 3. Lorsque la mise en place d'un système de comptabilisation des coûts est rendue obligatoire, le Collège d'autorisation et de contrôle publie une description de ce système de comptabilisation des coûts qui comprend au moins les principales catégories regroupant les coûts et les règles appliquées en matière de comptabilisation des coûts.

§ 4. Lorsque le système de comptabilisation des coûts appliqué par le Collège d'autorisation et de contrôle le rend nécessaire, le respect du système de comptabilisation des coûts est vérifié, aux frais de l'opérateur de réseau, par un réviseur d'entreprises agréé désigné par cet opérateur. Le Collège d'autorisation et de contrôle publie chaque année une déclaration relative au respect du système sur la base des conclusions du rapport du réviseur d'entreprises. ».

**Art. 27.** Dans le titre VI, chapitre premier, Section III du même décret, il est inséré un article 95sexies rédigé comme suit :

« Article 95sexies. § 1<sup>er</sup>. Lorsque le Collège d'autorisation et de contrôle conclut que les obligations appropriées imposées en vertu des articles 95 à 95quinquies n'ont pas permis d'assurer une concurrence effective et que d'importants problèmes de concurrence ou défaillances du marché persistent en ce qui concerne la fourniture en gros de certains marchés de produits d'accès, il peut, à titre de mesure exceptionnelle, conformément aux dispositions de l'article 91, § 5, imposer à une entreprise verticalement intégrée l'obligation de confier ses activités de fourniture en gros des produits concernés à une entité économique fonctionnellement indépendante.

Cette entité économique fournit des produits et services d'accès à toutes les entreprises, y compris aux autres entités économiques au sein de la société mère, aux mêmes échéances et conditions, y compris en termes de tarif et de niveaux de services, et à l'aide des mêmes systèmes et procédés.

§ 2. Lorsque le Collège d'autorisation et de contrôle entend imposer une obligation de séparation fonctionnelle, il soumet à la Commission européenne une proposition qui comporte :

1° des éléments justifiant la conclusion à laquelle le Collège d'autorisation et de contrôle est parvenu en application du § 1<sup>er</sup>;

2° une appréciation motivée selon laquelle il n'y a pas ou guère de perspectives d'une concurrence effective et durable fondée sur les infrastructures dans un délai raisonnable;

3° une analyse de l'effet escompté sur le Collège d'autorisation et de contrôle, sur l'entreprise, en particulier sur les travailleurs de l'entreprise séparée et sur le secteur des communications électroniques dans son ensemble, et sur les incitations à l'investissement dans un secteur dans son ensemble, ainsi que sur d'autres parties intéressées, y compris, en particulier, une analyse de l'effet escompté sur la concurrence, ainsi que des effets potentiels pour les consommateurs;

4° une analyse des raisons justifiant que cette obligation serait le moyen le plus efficace d'appliquer des mesures visant à résoudre les problèmes de concurrence ou défaillances des marchés identifiés.

§ 3. Le projet de mesure comporte les éléments suivants :

1° La nature et le degré précis de séparation et, en particulier, le statut juridique de l'entité économique distincte;

2° La liste des actifs de l'entité économique distincte ainsi que des produits ou services qu'elle doit fournir;

3° Les modalités de gestion visant à assurer l'indépendance du personnel employé par l'entité économique distincte, et les mesures incitatives correspondantes;

4° Les règles visant à assurer le respect des obligations;

5° Les règles visant à assurer la transparence des procédures opérationnelles, en particulier pour les autres parties intéressées;

6° Un programme de contrôle visant à assurer la conformité et comportant la publication d'un rapport annuel.

§ 4. A la suite de la décision de la Commission européenne, le Collège d'autorisation et de contrôle procède à une analyse coordonnée des différents marchés liés au réseau d'accès selon la procédure d'analyse de marché visée aux articles 90 et suivants. Sur la base de son évaluation, le Collège d'autorisation et de contrôle impose, maintient, modifie ou retire des obligations.

§ 5. Une entreprise à laquelle a été imposée la séparation fonctionnelle peut être soumise à toute obligation visée aux articles 95 à 95quinquies sur tout marché particulier où elle a été désignée comme puissante conformément à l'article 91 ou à toute autre obligation autorisée par la Commission européenne conformément à l'article 91, § 5.

§ 6. Les entreprises verticalement intégrées qui ont été désignées comme puissantes sur un ou plusieurs marchés pertinents conformément à l'article 91 peuvent, sur une base volontaire, procéder à une séparation fonctionnelle. Elles doivent le notifier au Collège d'autorisation et de contrôle, au préalable et en temps utile, afin de lui permettre d'évaluer l'incidence de la transaction envisagée, lorsqu'elles ont l'intention de céder leurs actifs de réseau d'accès local, ou une partie importante de ceux-ci, à une entité distincte sous le contrôle d'un tiers, ou d'instituer une entité économique distincte afin de fournir à tous les détaillants des produits d'accès parfaitement équivalents. Tout changement par rapport à un tel projet ainsi que le résultat final du processus de séparation doit être également notifié au Collège d'autorisation et de contrôle.

§ 7 Dans le cadre de son évaluation, consécutive à la notification d'une séparation sur base volontaire visée au § 6, le Collège d'autorisation et contrôle prend en compte l'incidence de la transaction envisagée sur les obligations réglementaires existantes. A cette fin, le Collège d'autorisation et de contrôle procède à une analyse coordonnée des différents marchés liés au réseau d'accès suivant la procédure d'analyse de marché visée aux articles 90 et suivants.

En fonction de son évaluation, le Collège d'autorisation et de contrôle impose, maintient, modifie, ou retire des obligations conformément à la procédure visée à l'article 94. L'entité économique juridiquement et/ou fonctionnellement distincte peut être soumise à toute obligation visée aux articles 95 à 95sexies et 96 sur tout marché où elle a été désignée comme puissante conformément à l'article 91 ou à toute autre obligation autorisée par la Commission conformément à l'article 91, § 6. »

**Art. 28.** L'article 96 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 96. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut imposer des obligations réglementaires adéquates aux entreprises déterminées comme étant puissantes sur un marché de détail donné, lorsque, à la suite d'une analyse de marché effectuée conformément à l'article 91, le Collège d'autorisation et de contrôle constate qu'un marché de détail donné, déterminé conformément à l'article 90, n'est pas en situation de concurrence réelle et que le Collège d'autorisation et de contrôle conclut que les obligations imposées au titre des articles 95 à 95sexies ne permettraient pas de réaliser les objectifs fixés.

Les obligations imposées au titre du présent article sont proportionnées et justifiées, et peuvent inclure l'exigence que les entreprises visées ne pratiquent pas de prix excessifs, n'interdisent pas l'accès au marché ou ne restreignent pas la concurrence en fixant des prix d'éviction, ni ne privilégient de manière abusive certains utilisateurs finals ou groupent leurs services de façon déraisonnable. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut appliquer à ces entreprises des mesures d'encadrement des tarifs de détail, des mesures visant à maîtriser certains tarifs ou des mesures visant à moduler les tarifs en fonction des coûts ou des prix sur des marchés comparables, afin de protéger les intérêts des utilisateurs finals tout en favorisant une concurrence réelle.

Le Collège d'autorisation et de contrôle veille à ce que, lorsqu'une entreprise est soumise à une réglementation relative aux tarifs de détail ou à d'autres contrôles concernant le marché de détail, les systèmes nécessaires et appropriés de comptabilité des coûts soient mis en œuvre. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut spécifier le format et les méthodologies comptables à utiliser. La conformité avec le système de comptabilité des coûts est vérifiée par un organisme compétent indépendant. Le Collège d'autorisation et de contrôle veille à ce qu'une déclaration de conformité soit publiée annuellement. »

**Art. 29.** Dans le titre VI, chapitre premier du même décret, il est inséré une section IV intitulée « Section IV. — Des litiges ».

**Art. 30.** Dans la section IV insérée par l'article 29, il est inséré un article 96bis rédigé comme suit :

« Article 96bis. Lorsqu'un litige survient entre des entreprises assurant la fourniture de réseaux ou de services de communications électroniques en ce qui concerne des obligations visées au présent chapitre, le Collège d'autorisation et de contrôle prend, à la demande d'une des parties, une décision contraignante afin de résoudre le litige dans les meilleurs délais et au maximum dans un délai de quatre mois, sauf circonstances exceptionnelles. Au cours de la procédure, les parties doivent coopérer pleinement avec le Collège d'autorisation et de contrôle.

La décision du Collège d'autorisation et de contrôle est transmise aux parties et est rendue publique en y retirant les éventuelles informations. »

**Art. 31.** L'article 100, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même décret, est complété par la phrase suivante :

« Cette autorisation est automatiquement frappée de caducité si la radiofréquence n'a pas été utilisée pendant une durée de six mois consécutifs. »

**Art. 32.** L'article 106 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En cas de faillite de l'éditeur de services, la radiofréquence ou le réseau de radiofréquences revient à la Communauté française dès que le jugement déclaratif de faillite est coulé en force de chose jugée. »

**Art. 33.** A l'article 113 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, le dernier alinéa est abrogé;

2° il est inséré un paragraphe 5bis rédigé comme suit :

« § 5bis. Lorsque les autorisations visées aux § 1<sup>er</sup> et § 4 ont été délivrées, le Collège d'autorisation et de contrôle fixe, par avenant à l'autorisation d'usage de l'éditeur de services, la date à laquelle l'éditeur est tenu de diffuser son service. Cette date est déterminée en concertation avec l'éditeur de services et l'opérateur de réseau concerné. »

**Art. 34.** A l'article 118 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 3, le dernier alinéa est abrogé;

2° il est inséré un paragraphe 6bis rédigé comme suit :

« § 6bis. Lorsque les autorisations visées aux § 1<sup>er</sup> et § 5 ont été délivrées, le Collège d'autorisation et de contrôle fixe, par avenant à l'autorisation d'usage de l'éditeur de services, la date à laquelle l'éditeur est tenu de diffuser son service. Cette date est déterminée en concertation avec l'éditeur de services et l'opérateur de réseau concerné. »

**Art. 35.** L'article 126 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« L'alinéa précédent ne s'applique pas aux équipements destinés à la réception :

1° de signaux de services télévisuels mobiles personnels;

2° de signaux de services télévisuels numériques transmis par un procédé faisant usage du protocole internet. »

**Art. 36.** A l'article 136 du même décret, il est inséré un paragraphe 7 rédigé comme suit :

« § 7. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut engager, à la demande d'un éditeur de services, d'un distributeur de services ou d'un opérateur de réseau, une procédure de conciliation suite à la survenance d'un différend :

1° relatif à la distribution d'un service de médias audiovisuels, en ce compris les conditions techniques et financières de la mise à disposition au public de ce service;

2° ou susceptible de porter atteinte à un principe de droit audiovisuel, notamment le pluralisme, la dignité humaine ou la protection des mineurs;

3° ou portant sur le caractère objectif, équitable et non discriminatoire des conditions ou des relations commerciales relatives à la mise à disposition du public de services de médias audiovisuels.

La saisine, adressée au président du CSA par envoi postal et recommandé, indique les faits à l'origine du différend et contient toutes informations utiles, notamment les coordonnées des parties mises en cause, l'objet de la saisine avec un exposé des moyens et les pièces fondant la saisine. Le président informe, par envoi postal et recommandé, les parties concernées de l'ouverture d'une procédure de conciliation.

Le Collège d'autorisation et de contrôle organise la procédure de conciliation dans le respect du principe contradictoire et d'indépendance. Il dispose d'un délai de trois mois, prolongeable de trois mois supplémentaires, pour recueillir les positions et observations des parties et proposer une solution qu'il soumet aux parties concernées.

Les modalités pratiques de cette conciliation sont déterminées par le Collège d'autorisation et de contrôle dans son règlement d'ordre intérieur. »

**Art. 37.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'article 138, § 1<sup>er</sup>, dernier alinéa, 3°, du même décret, le mot « la » est remplacé par le mot « le ».

§ 2. Dans l'article 138, § 4, du même décret, le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° avec une condamnation ou l'appartenance à un organisme ou à une association qui a été condamné, en vertu d'une décision de justice coulée en force de chose jugée, pour non-respect des principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale.

Cette incompatibilité cesse dix années après la décision de justice précitée, s'il peut être établi que la personne ou l'association a publiquement renoncé à son hostilité vis-à-vis des principes démocratiques énoncés par les dispositions visées à l'alinéa qui précède. Elle cesse un an après la décision de justice précitée, si la personne a démissionné de l'association en raison de et immédiatement après la condamnation de cette dernière pour non-respect des principes démocratiques énoncés par les dispositions visées à l'alinéa précédent. »

**Art. 38.** Dans l'article 139, § 2, du même décret, le 7° est remplacé par ce qui suit :

« 7° avec une condamnation ou l'appartenance à un organisme ou à une association qui a été condamné, en vertu d'une décision de justice coulée en force de chose jugée, pour non-respect des principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale.

Cette incompatibilité cesse dix années après la décision de justice précitée, s'il peut être établi que la personne ou l'association a publiquement renoncé à son hostilité vis-à-vis des principes démocratiques énoncés par les dispositions visées à l'alinéa qui précède. Elle cesse un an après la décision de justice précitée, si la personne a démissionné de l'association en raison de et immédiatement après la condamnation de cette dernière pour non-respect des principes démocratiques énoncés par les dispositions visées à l'alinéa précédent. »

**Art. 39.** L'article 160 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 160. Le Gouvernement est chargé du recouvrement des amendes dues en vertu de l'article 159, § 1<sup>er</sup>, le cas échéant par voie de contrainte, qu'il a le pouvoir de dresser. Il peut désigner au sein de ses services, un ou plusieurs fonctionnaires chargés de ce recouvrement.

Dans le mois de la réception de la décision du CSA, préalablement à la contrainte, le Gouvernement ou le ou les fonctionnaires chargés du recouvrement notifient au débiteur de l'amende une invitation à payer l'amende dans les trois mois.

En cas de non paiement de l'amende dans le délai requis, l'ordonnateur dresse la contrainte dans les 3 mois à dater de l'échéance de paiement. Toutefois, l'ordonnateur ne dresse pas de contrainte en cas de recours devant le Conseil d'Etat à l'encontre de la décision du CSA. Dans cette hypothèse, il dresse la contrainte dans les 3 mois à dater de la réception de l'arrêt du Conseil d'Etat.

La contrainte est exécutoire dans les huit jours de la signification de celle-ci au débiteur de l'amende. Elle est exécutée par huissier de justice dans les formes prévues par le Code judiciaire.

L'exécution de la contrainte ne peut être suspendue que par une opposition motivée avec citation en justice. A peine de déchéance, cette opposition est faite par exploit signifié au cabinet du Ministre-Président de la Communauté française dans le mois de la signification de la contrainte.

L'action est portée devant le tribunal dans le ressort duquel est situé le siège social du débiteur. »

**Art. 40.** Dans l'article 161, § 1<sup>er</sup>, dernier alinéa du même décret, les mots « visé à l'article 136, § 1<sup>er</sup>, 5° à 9° » sont abrogés.

**Art. 41.** Dans le titre IX du décret coordonné le 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuel, il est inséré avant l'article 164 un chapitre premier intitulé « Chapitre premier Dispositions générales ».

**Art. 42.** Dans l'article 164, § 3, alinéa 2 et § 5, du même décret, les mots « la lettre recommandée » sont remplacés par les mots « l'envoi postal et recommandé ».



**Art. 43.** Dans l'article 165 du même décret, le paragraphe premier est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Le point 23 du tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 tel que modifié, contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française, est modifié selon le tableau suivant :

Tableau 1. Art. 43 ».

Dénomination du fonds budgétaire	Natures des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
Fonds d'aide à la création radiophonique	Participation de la RTBF telle qu'établie en vertu du contrat de gestion; Participation des radios en réseau et des éditeurs de services sonores distribués sur un réseau hertzien terrestre numérique	Soutien à des projets d'émissions de création radiophonique; Soutien aux radios associatives et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente; Soutien aux structures d'accueil pour la création radiophonique agréées et ayant pour objet la diffusion, la promotion et la valorisation de la création radiophonique de la Communauté française; Soutien aux projets de valorisation d'archives; Soutien à la transition numérique radiophonique; Soutien aux projets de diffusion internationale

**Art. 44.** Dans l'article 166, premier alinéa, deuxième phrase, du même décret, les mots « des messages de communication commerciale » sont remplacés par les mots « de la publicité payée en argent ».

**Art. 45.** Dans le titre IX du même décret, il est inséré avant l'article 167 un chapitre II intitulé « Chapitre II. — Subventionnement des structures d'accueil ».

**Art. 46.** Dans le chapitre II inséré par l'article 45 du présent décret, il est inséré une section première intitulée « Section 1<sup>re</sup>. — Généralités ».

**Art. 47.** Dans l'article 167, l'alinéa 2 du paragraphe 1<sup>er</sup> du décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels est remplacé par ce qui suit :

« Pour être agréée, une structure d'accueil pour la création radiophonique doit être une personne morale et poursuivre les missions suivantes : »

**Art. 48.** Dans le même article 167, le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le Gouvernement peut subventionner les structures d'accueil agréées. Il peut le faire soit annuellement, sur la base d'un programme prévisionnel annuel d'activité déposé par chaque structure d'accueil, soit annuellement, après avis de la Commission consultative de la création radiophonique, dans le cadre d'une convention d'une durée de deux ans ou d'un contrat-programme d'une durée de cinq ans. Le montant total de ces subventions ne peut excéder un tiers des recettes annuelles du Fonds d'aide à la création radiophonique. 50 % au moins de l'aide octroyée à une structure d'accueil doivent obligatoirement être consacrés à la production et à la promotion des émissions de création radiophonique.

Les subventions au profit d'une même structure d'accueil ne pourront excéder un montant de 200.000 euros cumulés calculé sur une période de trois années consécutives.

Le Gouvernement peut octroyer des aides complémentaires visant l'emploi d'un noyau d'agents et la mise à disposition d'infrastructures ou de matériel. »

**Art. 49.** Dans le chapitre II inséré par l'article 45 du présent décret, il est inséré, après l'article 167 du décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, une section II intitulée « Section II. — Conditions d'octroi de la convention et du contrat-programme ».

**Art. 50.** Dans la section II insérée par l'article 49 du présent décret, il est inséré, dans le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, un article 167bis rédigé comme suit :

« Article 167bis. § 1<sup>er</sup>. Pour pouvoir bénéficier d'une convention, la structure d'accueil doit remplir les critères de recevabilité suivants :

1. être agréée en vertu de l'article 167 du présent décret;
2. justifier, durant les trois années qui précèdent la demande, d'une période d'activité professionnelle régulière dans le secteur de la création radiophonique;
3. ne pas bénéficier d'un contrat-programme en vertu du présent chapitre.

§ 2. Pour pouvoir bénéficier d'un contrat-programme, la structure d'accueil doit respecter les conditions visées à l'article 167bis, § 1<sup>er</sup>, 1° à 3°, et doit avoir bénéficié d'une convention pendant deux ans. »

**Art. 51.** Dans le chapitre II inséré par l'article 45 du présent décret, il est inséré, après l'article 167bis, une section III intitulée « Section III. — Procédure d'octroi de la convention et du contrat-programme ».

**Art. 52.** Dans la section III insérée par l'article 51 du présent décret, il est inséré un article 167ter dans le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, rédigé comme suit :

« Art. 167ter. § 1<sup>er</sup>. La demande d'octroi comporte les éléments suivants :

- 1° une copie des statuts de la personne morale et les noms et titres des personnes représentant la structure d'accueil qui introduit la demande;
- 2° une description du projet d'activités pour lequel est sollicitée l'aide;
- 3° les bilans et comptes de résultat de l'exercice précédent;

4° pour la durée de la convention ou du contrat-programme :

- a) un plan financier afférent à ce projet;
- b) le volume des activités prévues;
- c) la description du public visé;

5° un descriptif des activités menées durant les deux dernières années au minimum pour le contrat-programme et les trois dernières années pour la convention.

§ 2. Le Gouvernement fixe la date limite de dépôt de la demande d'aide. »

**Art. 53.** Dans la même section III insérée par l'article 51 du présent décret, il est inséré un article 167<sup>quater</sup> dans le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, rédigé comme suit :

« Article 167<sup>quater</sup>. § 1<sup>er</sup>. La Commission consultative de la création radiophonique émet un avis motivé sur l'opportunité d'octroyer une aide, sur sa nature et sur le montant de celle-ci. À cette fin, elle prend en considération la spécificité de la structure d'accueil et s'appuie sur les critères d'évaluation suivants :

- 1° la pertinence du dossier transmis conformément à l'article 167<sup>ter</sup>;
- 2° la qualité artistique et culturelle du projet;
- 3° sa capacité de rayonnement sur le territoire de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, au plan belge, ou international;
- 4° l'adéquation entre le montant de l'aide demandée et le projet radiophonique.

La Commission consultative de la création radiophonique prend également en considération la mise en valeur des œuvres des auteurs et réalisateurs de la Communauté française.

§ 2. Sur la base des éléments et critères visés aux articles 167<sup>ter</sup> et 167<sup>quater</sup>, § 1<sup>er</sup>, la Commission consultative de la création radiophonique peut requalifier une demande portant sur l'obtention d'un contrat-programme en convention. »

**Art. 54.** Dans le chapitre II inséré par l'article 45 du présent décret, il est inséré dans le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, après l'article 167<sup>quater</sup>, une section IV intitulée « Section IV. — Contenu de la convention et du contrat-programme ».

**Art. 55.** Dans la section IV insérée par l'article 54 du présent décret, il est inséré dans le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels un article 167<sup>quinquies</sup> rédigé comme suit :

« Article 167<sup>quinquies</sup>. § 1<sup>er</sup>. La convention contient au minimum les éléments suivants :

- 1° la date d'entrée en vigueur et la date d'échéance;
- 2° le montant de la subvention et ses modalités de liquidation;
- 3° les missions et les objectifs particuliers dévolus à la structure d'accueil en fonction de ses activités spécifiques;
- 4° les engagements d'équilibre financier de la structure d'accueil;
- 5° les modalités de suspension, de modification, de résiliation et de renouvellement de la convention;
- 6° le délai dans lequel la structure d'accueil transmet son rapport d'activité et les sanctions en l'absence de remise dans le délai imparti.

§ 2. Outre les éléments visés au § 1<sup>er</sup>, le contrat-programme contient les éléments suivants :

- 1° pour la durée du contrat-programme :
  - a) le volume d'emploi;
  - b) la part totale des charges affectées au fonctionnement de la structure d'accueil et celle affectée à la production des œuvres dans le respect de l'article 167<sup>bis</sup>;
  - c) le volume d'activités prévues.
- 2° les modalités d'accompagnement, notamment financier exercé par la Communauté française. »

**Art. 56.** Dans le chapitre II inséré par l'article 45, il est inséré, après l'article 167<sup>quinquies</sup>, une section V intitulée « Section V. — Evaluation du respect des obligations contenues dans la convention ou le contrat-programme ».

**Art. 57.** Dans la section V insérée par l'article 56 du présent décret, il est inséré dans le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels un article 167<sup>sexies</sup> rédigé comme suit :

« Article 167<sup>sexies</sup>. À l'issue de chaque exercice, la structure d'accueil communique à l'Administration un rapport d'activités comprenant au minimum les éléments suivants :

- 1° un rapport moral;
- 2° les bilans et comptes de l'exercice écoulé, établis conformément aux lois et règlements comptables en vigueur;
- 3° le respect des missions et objectifs dévolus à la structure d'accueil;
- 4° la liste des productions en cours et terminées. ».

**Art. 58.** Dans le chapitre II inséré par l'article 45 du présent décret, il est inséré dans le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, après l'article 167<sup>sexies</sup>, une section VI intitulée « Section VI. — Renouvellement de la convention ou du contrat-programme ».

**Art. 59.** Dans la section VI insérée par l'article 58 du présent décret, il est inséré dans le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, un article 167septies rédigé comme suit :

« Article 167septies. Au plus tard avant la fin du premier trimestre du dernier exercice couvert par la convention ou le contrat-programme, la structure d'accueil informe, le cas échéant, le Gouvernement de son souhait de renouvellement de la convention ou du contrat-programme. »

Dans ce cas, la structure d'accueil transmet à l'Administration une actualisation des documents visés à l'article 167ter, § 1<sup>er</sup>, ainsi qu'un descriptif des activités menées sous le régime de la convention ou du contrat-programme arrivant à terme, en particulier le degré d'exécution des missions qui y figurent. Le renouvellement d'une convention ou d'un contrat-programme s'effectue suivant les mêmes modalités que l'octroi d'une convention ou d'un contrat-programme. »

**Art. 60.** Dans le chapitre II inséré par l'article 45, il est inséré dans le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, après l'article 167septies, une section VII intitulée « Section VII. — Rôle de l'observateur dans les structures d'accueil ».

**Art. 61.** Dans la section VII insérée par l'article 60, il est inséré dans le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, un article 167octies rédigé comme suit :

« Article 167octies. Le Gouvernement peut désigner un observateur pour le représenter avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration d'une structure d'accueil bénéficiant d'une aide.

Il fait rapport au moins une fois par an au Ministre qui a l'audiovisuel dans ses attributions. »

**Art. 62.** Dans le titre IX du même décret, il est inséré avant l'article 168 un chapitre III intitulé « Chapitre III. — Subventionnement de projets visant à assurer la collecte et la valorisation des archives des services sonores privés ou la diffusion internationale des émissions de création radiophonique ».

**Art. 63.** Dans l'article 168 du même décret, le premier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement peut affecter, sur avis de la Commission consultative de la création radiophonique une part des recettes annuelles du Fonds d'aide à la création radiophonique à :

1° des projets d'émissions de création radiophonique;

2° des projets visant à assurer la collecte et la valorisation des archives des services sonores privés répondant aux lignes directrices définies dans le cadre de la mise en œuvre du Plan PEP'S (pour Préservation et Exploitation des Patrimoines) arrêté par le Gouvernement de la Communauté française;

3° des projets visant à assurer la diffusion internationale des émissions de création radiophonique. »

**Art. 64.** Dans le titre IX du même décret, il est inséré avant l'article 169 un chapitre IV intitulé « Chapitre IV. — Commission consultative de la création radiophonique ».

**Art. 65.** L'article 169 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Il est créé une Commission consultative de la création radiophonique.

§ 2. La Commission rend un avis sur :

1° l'agrément des structures d'accueil pour la création radiophonique visées à l'article 167;

2° les affectations du fonds d'aide à la création radiophonique visées à l'article 168;

3° toute question relative à la création radiophonique, d'initiative ou à la demande du Gouvernement.

Elle rend également un avis préalable à la conclusion de convention et de contrat-programme, ainsi que sur le renouvellement de ceux-ci.

§ 3. La Commission se compose de onze membres effectifs et onze membres suppléants nommés par le Gouvernement conformément aux articles 3, 7 et 8 al. 2 du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel et répartis comme suit, tant pour les membres effectifs que pour les membres suppléants :

1° un professionnel issu des associations d'éducation permanente;

2° un professionnel issu des enseignants en arts de la diffusion et en communication;

3° un professionnel issu des professions radiophoniques en général;

4° un professionnel des services sonores de radiodiffusion privés;

5° un professionnel des radios associatives et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente;

6° un professionnel des radios de la RTBF;

7° un représentant d'organisations représentatives d'utilisateurs agréées actives dans le domaine des sociétés d'auteurs;

8° quatre représentants des tendances idéologiques et philosophiques.

En sus des membres visés à l'alinéa précédent, la Commission est composée des membres avec voix consultative suivants :

1° un représentant du Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions;

2° le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou son délégué.

Les membres sont nommés pour une durée de cinq ans renouvelable une fois.

Le Gouvernement arrête les modalités de fonctionnement de la Commission.

Nul ne peut être désigné comme membre de la Commission s'il a été condamné ou est membre d'un organisme ou d'une association qui a été condamné, en vertu d'une décision de justice coulée en force de chose jugée, pour non-respect des principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale.

Cette interdiction cesse dix années après la décision de justice précitée, s'il peut être établi que la personne ou l'association a publiquement renoncé à son hostilité vis-à-vis des principes démocratiques énoncés par les dispositions visées à l'alinéa qui précède. Elle cesse un an après la décision de justice précitée, si la personne a démissionné de l'association en raison de et immédiatement après la condamnation de cette dernière pour non-respect des principes démocratiques énoncés par les dispositions visées à l'alinéa précédent.».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 1<sup>er</sup> février 2012.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,  
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M.-D. SIMONET

—  
Note

(1) *Session 2011-2012.*

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n° 270-1. — Amendements de commission, n° 270-2. — Rapport, n° 270-3.

*Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 1<sup>er</sup> février 2012.

—  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 802

[C - 2012/29108]

#### 1 FEBRUARI 2012. — Decreet houdende sommige aanpassingen aan het op 26 maart 2009 gecoördineerde decreet betreffende de audiovisuele mediadiensten (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** § 1. Dit decreet heeft als doel richtlijn 2009/140/EG van het Europees Parlement en de Raad van 25 november 2009 tot wijziging van Richtlijn 2002/21/EG inzake een gemeenschappelijk regelgevingskader voor elektronischecommunicatienetwerken en -diensten, Richtlijn 2002/19/EG inzake de toegang tot en interconnectie van elektronischecommunicatienetwerken en bijbehorende faciliteiten, en Richtlijn 2002/20/EG betreffende de machtiging voor elektronischecommunicatienetwerken en -diensten, alsook richtlijn 2010/13/EU van het Europees Parlement en de Raad van 10 maart 2010 betreffende de coördinatie van bepaalde wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in de lidstaten inzake het aanbieden van audiovisuele mediadiensten (Richtlijn audiovisuele mediadiensten), om te zetten.

§ 2. In de nota waarnaar titel I van het op 26 maart 2009 gecoördineerde decreet betreffende de audiovisuele mediadiensten verwijst, wordt het eerste streepje vervangen als volgt :

« - Richtlijn 2010/13/EU van het Europees Parlement en de Raad van 10 maart 2010 betreffende de coördinatie van bepaalde wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in de lidstaten inzake het aanbieden van audiovisuele mediadiensten (richtlijn audiovisuele mediadiensten); ».

§ 3. In de nota waarnaar titel I van het op 26 maart 2009 gecoördineerde decreet betreffende de audiovisuele mediadiensten verwijst, wordt een nieuw streepje ingevoegd, luidend als volgt :

« -richtlijn 2009/140/EG van het Europees Parlement en de Raad van 25 november 2009 tot wijziging van Richtlijn 2002/21/EG inzake een gemeenschappelijk regelgevingskader voor elektronischecommunicatienetwerken en -diensten, Richtlijn 2002/19/EG inzake de toegang tot en interconnectie van elektronischecommunicatienetwerken en bijbehorende faciliteiten, en Richtlijn 2002/20/EG betreffende de machtiging voor elektronischecommunicatienetwerken en -diensten. »

**Art. 2.** In artikel 1 van het op 26 maart 2009 gecoördineerde decreet betreffende de audiovisuele mediadiensten, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Punt « 1° » wordt « punt « 1°bis »;

2° Vóór punt « 1°bis » wordt een nieuw punt « 1° » ingevoegd, luidend als volgt :

« 1° Toegang » : het beschikbaar stellen van faciliteiten en/of diensten door een netwerkexploitant aan een derde, onder uitdrukkelijke voorwaarden, hetzij op exclusieve hetzij op niet-exclusieve basis, met het oog op het aanbieden van elektronische communicatiediensten, voor zover die elektronische communicatiediensten dienen voor het aanbieden van audiovisuele mediadiensten. Die beschikbaarstelling bestrijkt onder meer toegang tot netwerkelementen en verwante faciliteiten waarbij eventueel apparatuur kan worden verbonden met vaste of niet-vaste middelen, met inbegrip van toegang tot het aansluitnet en tot faciliteiten en diensten die noodzakelijk zijn om diensten te kunnen aanbieden via het aansluitnet; toegang tot materiële infrastructuur waaronder gebouwen, kabelgoten en masten; toegang tot relevante programmatuursystemen waaronder operationele ondersteuningssystemen; toegang tot informatiesystemen of databases voor reservering, levering, bestelling, onderhouds- en herstelverzoeken en facturering; toegang tot nummervertaling of systemen met vergelijkbare functionaliteit; toegang tot vaste en mobiele netwerken; toegang tot voorwaardelijke toegangssystemen; toegang tot virtuele netwerkdiensten. » ;

3° Er wordt een punt « 22°ter » ingevoegd, luidend als volgt :

« 22°ter. "interconnectie" : het fysiek en logisch verbinden van openbare elektronische communicatienetwerken die door dezelfde of een andere netwerkexploitant worden gebruikt om het aanbieden van dezelfde diensten mogelijk te maken voor de gebruikers die met verschillende netwerken verbonden zijn. Interconnectie is een specifiek type toegang dat wordt gerealiseerd tussen exploitanten van openbare netwerken. »

**Art. 3.** In artikel 21, § 2, derde lid, 4°, van hetzelfde decreet worden de woorden « en akoestische » geschrapt.

**Art. 4.** In artikel 31 van hetzelfde decreet wordt § 6 opgeheven.

**Art. 5.** Artikel 35 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« De RTBF en elke dienstenuitgever moeten te allen tijde kunnen bewijzen dat ze de nodige afspraken hebben gesloten met de betrokken auteurs en andere rechthebbenden, of hun vennootschappen voor collectief beheer, waarbij ze de wetgeving op de auteursrechten en de naburige rechten in acht kunnen nemen bij de uitoefening van hun activiteiten.

Op gewoon verzoek kan het college voor vergunning en controle zich een volledig afschrift van de in uitvoering zijnde afspraken doen meedelen wanneer ze betrekking hebben op relevante repertoria van werken en prestaties.

Als die afspraken meer dan zes maanden onderbroken worden, als er conflicten zijn of als het duurzaam onmogelijk is om dergelijke afspraken te sluiten, moeten de dienstenuitgever en de dienstenverdelers daar de minister en de hoge raad voor de audiovisuele sector van op de hoogte brengen en de bepalingen vermelden die werden genomen om de betwiste bedragen te spijzen, in voorkomend geval rekening houdend met de bekende risico's.

Als de bescherming van de rechten van de rechthebbenden klaarblijkelijk in het gedrang komt, kan het college voor vergunning en controle bovendien de borgstelling voor de betwiste bedragen vorderen, volgens regels die het nader moet bepalen. »

**Art. 6.** In de artikelen 38 (§ 1, eerste lid en § 2), 41 (§ 1, tweede lid, eerste zin), 48 (§ 1, eerste zin), 54 (§ 1, eerste lid), 59 (§ 1, eerste lid en § 2, laatste lid), artikel 70 (§ 2, derde lid), 77 (§ 1), artikel 80 (§ 1, tweede lid), 97 (§ 1), 98 (§ 2; laatste lid), 112 (§ 1, eerste lid), 113 (§ 3, derde lid), 117 (§ 1, eerste lid), 118 (§ 4, derde lid), 120 (eerste lid), 123 (eerste lid), 125 (§ 1), 159 (§ 3, tweede lid en § 4, derde en vijfde lid), 161 (§ § 3, 4 en 5), 164 (§ 3, eerste lid en § 5, eerste zin), 172 (§ 1, eerste en tweede streepje) van hetzelfde decreet, worden de woorden « bij aangetekend schrijven », « bij aangetekende brief », « bij ter post aangetekend schrijven » vervangen door de woorden « bij aangetekend schrijven ».

**Art. 7.** Artikel 38, § 2, 5°, van hetzelfde decreet, wordt aangevuld als volgt :

« , dat financieel plan zal moeten voorzien in een rubriek betreffende de bezoldigingen die moeten worden betaald aan de auteurs en andere rechthebbenden bij toepassing van de afgesloten afspraken. Bij conflict of duurzame onmogelijkheid om dergelijke afspraken te sluiten, worden de voorzieningen erin vermeld die bepaald zijn rekening houdend met de bekende risico's. »

**Art. 8.** In artikel 54 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 2, wordt 6° aangevuld als volgt :

« , dat financieel plan zal moeten voorzien in een rubriek betreffende de bezoldigingen die moeten worden betaald aan de auteurs en andere rechthebbenden bij toepassing van de afgesloten afspraken. Bij conflict of duurzame onmogelijkheid om dergelijke afspraken te sluiten, worden de voorzieningen erin vermeld die bepaald zijn rekening houdend met de bekende risico's. »

2° In § 3, wordt 6° aangevuld als volgt :

« , dat financieel plan zal moeten voorzien in een rubriek betreffende de bezoldigingen die moeten worden betaald aan de auteurs en andere rechthebbenden bij toepassing van de afgesloten afspraken. Bij conflict of duurzame onmogelijkheid om dergelijke afspraken te sluiten, worden de voorzieningen erin vermeld die bepaald zijn rekening houdend met de bekende risico's. »

**Art. 9.** In artikel 58 van hetzelfde decreet wordt een paragraaf 3bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3bis. De houder van de vergunning moet vooraf bij aangetekend schrijven het college voor vergunning en controle elke wijziging van de gegevens vermeld in de aanvraag om vergunning bedoeld in de paragrafen 2 tot 4 van artikel 54 meedelen. »

**Art. 10.** In de artikelen 63, § 2, eerste lid, artikel 70, § 2, tweede lid, en 102, § 2, van hetzelfde decreet, worden de woorden « per aangetekende brief » en « bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs » geschrapt.

**Art. 11.** Artikel 65 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Elke lokale televisiezender moet zijn televisiediensten ter beschikking stellen van de dienstenverdelers die verplicht zijn deze diensten te verdelen. »

**Art. 12.** In artikel 67, § 1, 6° van hetzelfde decreet, worden de woorden « filmradioprogramma's » ingevoegd tussen de woorden « met uitsluiting van » en « programma's van eigen productie ter beschikking gesteld. »

**Art. 13.** In artikel 71 van hetzelfde decreet, wordt § 10 vervangen door wat volgt :

« § 10. Niemand kan het mandaat van bestuurder uitoefenen als hij werd veroordeeld of als hij lid is van een instelling of een vereniging die werd veroordeeld bij een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing wegens niet-naleving van de democratische beginselen zoals vermeld inzonderheid door het Europees verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, door de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en door de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen, of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of elke andere vorm van genocide.

Dat verbod eindigt tien jaar na de voormelde rechterlijke beslissing, als kan worden vastgesteld dat de persoon of de vereniging openlijk afstand heeft gedaan van zijn/haar vijandigheid tegenover de democratische beginselen zoals vermeld in de bepalingen bedoeld in het voorafgaande lid. Het verbod eindigt één jaar na de voormelde rechterlijke beslissing, indien de persoon ontslag heeft genomen bij de vereniging wegens en onmiddellijk na de veroordeling van deze wegens niet-naleving van de democratische beginselen vermeld in de bepalingen bedoeld in het voorafgaande lid. »

**Art. 14.** Artikel 77 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een nieuwe paragraaf, luidend als volgt :

« § 5. Elke dienstenuitgever moet te allen tijde kunnen bewijzen dat hij de nodige afspraken heeft gesloten met de betrokken auteurs en andere rechthebbenden, of hun vennootschappen voor collectief beheer, waarbij ze de wetgeving op de auteursrechten en de naburige rechten in acht kunnen nemen bij de uitoefening van hun activiteiten.

Op gewoon verzoek kan het college voor vergunning en controle zich een volledig afschrift van de in uitvoering zijnde afspraken doen meedelen wanneer ze betrekking hebben op relevante repertoria van werken en prestaties.

Als die afspraken meer dan zes maanden onderbroken worden, als er conflicten zijn of als het duurzaam onmogelijk is om dergelijke afspraken te sluiten, moeten de dienstenuitgever en de dienstenverdelers daar de minister en de hoge raad voor de audiovisuele sector van op de hoogte brengen en de bepalingen vermelden die werden genomen om de betwiste bedragen te spijzen, in voorkomend geval rekening houdend met de bekende risico's.

Als de bescherming van de rechten van de rechthebbenden klaarblijkelijk in het gedrang komt, kan het college voor vergunning en controle bovendien de borgstelling voor de betwiste bedragen vorderen, volgens regels die het nader moet bepalen. »

**Art. 15.** In artikel 80, § 1, derde lid, eerste zin van hetzelfde decreet van de Franse tekst, wordt het woord « de » tussen de woorden « et » en « d'août » geschrapt.

**Art. 16.** In artikel 81, § 3, eerste zin van hetzelfde decreet, worden de woorden « januari en juli » vervangen door de woorden « februari en augustus ».

**Art. 17.** Artikel 90 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 90. Na elke publicatie door de Europese Commissie, hierna Commissie genoemd, van haar " aanbeveling betreffende relevante producten- en dienstenmarkten in de elektronischecommunicatiesector " of als de omstandigheden binnen de Franse Gemeenschap het motiveren, bepaalt het College voor vergunning en controle de relevante markten voor elektronischecommunicatienetwerken en -diensten, rekening houdend met de aanbeveling en de richtsnoeren van de Commissie voor de marktanalyse en de beoordeling van de marktmacht. »

Onder relevante markten worden verstaan, de markten waarvan de kenmerken de oplegging van één of meerdere verplichtingen van de in de artikelen 95 tot 95sexies en 96. » bedoelde verplichtingen kunnen rechtvaardigen. »

**Art. 18.** Artikel 91 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 91. § 1. Na elke bepaling van de relevante markten voert het College voor vergunning en controle een analyse van deze markten teneinde te bepalen of deze daadwerkelijk concurrentiegericht zijn.

§ 2. Wanneer het College voor vergunning en controle concludeert dat een relevante markt daadwerkelijk concurrentiegericht is, mag het geen verplichting van de in de artikelen 95 tot 95sexies bedoelde verplichtingen opleggen of behouden. Als sectoriële verordeningverplichtingen reeds van toepassing zijn, schaft het college voor vergunning en controle die verplichtingen af die aan de ondernemingen opgelegd zijn op die relevante markt. Hij licht de partijen die bij die verplichtingsafschaffing betrokken zijn binnen een gepaste termijn in.

§ 3. Wanneer het College voor vergunning en controle vaststelt dat een relevante markt niet daadwerkelijk concurrentiegericht is, gaat het na welke netwerkexploitant(en) op die markt een aanmerkelijke macht heeft (hebben) en legt het deze exploitant(en) de in de artikelen 95 tot 95sexies bedoelde verplichtingen op, die hij passend acht.

Een netwerkexploitant wordt geacht een aanmerkelijke marktmacht te hebben wanneer hij alleen of samen met anderen een aan een machtspositie gelijkwaardige positie bekleedt, waardoor hij zich in belangrijke mate onafhankelijk van zijn mededingers, klanten en uiteindelijk consumenten kan gedragen.

Wanneer een onderneming aanmerkelijke marktmacht op een specifieke markt, hierna « de eerste markt », bezit, kan zij ook worden aangewezen als onderneming met een aanmerkelijke marktmacht op een nauw verwante markt, hierna « de tweede markt », als de koppelingen tussen beide markten van dien aard zijn dat de marktmacht op de eerste markt op de tweede markt zo kan worden gebruikt dat de marktmacht van de onderneming wordt vergroot. Daarom kunnen maatregelen met als doel het voorkomen van dit hefboomeffect toegepast worden overeenkomstig de artikelen 95, 95bis, 95ter en 95quinquies, en als deze maatregelen ontoereikend blijken, kunnen maatregelen die overeenkomen met de bepalingen van artikel 96 opgelegd worden.

Voor elke relevante markt publiceert het College voor vergunning en controle onder andere op zijn Website de lijst van de marktmachtige exploitanten alsmede, voor elke machtige exploitant, de lijst van de opgelegde verplichtingen. »

§ 4. De bij de artikelen 95 tot 95sexies opgenomen verplichtingen worden niet opgelegd aan de netwerkexploitanten die niet erkend werden als beschikkend over een aanmerkelijke macht op de relevante markt.

In afwijking van het eerste lid :

a) kan het College voor vergunning en controle één of meerdere verplichtingen opgenomen bij de artikelen 95 tot 95sexies opleggen aan netwerkexploitanten die niet als machtig op de markt erkend werden wanneer dit noodzakelijk blijkt om zich naar de internationale verbintenissen te schikken;

b) kan het College voor vergunning en controle aan de netwerkexploitanten die de controle hebben op de toegang van de eindgebruikers, de verplichting opleggen voor de interconnectie van hun netwerken te zorgen waar deze nog niet bestaat in zover deze noodzakelijk is om voor de eind-tot-eind verbinding te zorgen.

§ 5. In uitzonderlijke omstandigheden, wanneer het College voor vergunning en controle acht dat het dringend wordt om in te grijpen om de mededinging te waarborgen en de belangen van de gebruikers te behartigen, in afwijking van de procedure bedoeld bij artikel 94, kan het onmiddellijk evenredige en tijdelijke maatregelen treffen ten opzichte van elke netwerkexploitant. Het College voor vergunning en controle deelt zonder verwijl deze maatregelen mee, met redenen omkleed, aan de Commissie en aan het Orgaan van Europese regelgevende instanties voor elektronische communicatie, hierna « (BEREC) ».

Indien het College voor vergunning en controle deze maatregelen voortdurend wenst te zien toepassen of de initiale duur wenst te verlengen, moet voor de nieuwe beslissing de procedure bedoeld bij artikel 94 toegepast worden. »

§ 6. Indien het college voor vergunning en controle, op even uitzonderlijke wijze, de exploitanten die een aanmerkelijke marktmacht hebben andere verplichtingen inzake toegang of interconnectie wenst op te leggen dan deze die opgenomen zijn in de artikelen 95 tot 95sexies, dan legt het die aanvraag aan de Europese Commissie voor, die, rekening houdend met het advies van het Orgaan van Europese regelgevende instanties voor elektronische communicatie (BEREC), een beslissing neemt waarbij de nationale regelgevende instantie ertoe wordt gemachtigd of haar het verbod wordt opgelegd die maatregelen te nemen. »

**Art. 19.** Artikel 92 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met drie leden, luidend als volgt :

« Het College voor vergunning en controle kan, indien het dit nodig acht, de Raad voor de Mededinging of zijn diensten raadplegen.

Het zorgt voor een analyse van de relevante markt en geeft kennis van de overeenstemmende geplande maatregel overeenkomstig de procedure bedoeld bij artikel 94 :

1° binnen een termijn van drie jaar na de aanneming van een vorige maatregel betreffende deze markt, met, bij wijze van uitzondering, een verlenging voor drie jaar wanneer het College voor vergunning en controle aan de Commissie, die er zich tegen niet verzet binnen de maand volgend op de kennisgeving, kennis heeft gegeven van een met redenen omkleed voorstel tot verlenging;

2° binnen een termijn van twee jaar na de aanneming van een herziene aanbeveling op de relevante markten voor de markten die niet vooraf ter kennis van de Commissie werden gebracht.

Wanneer het College voor vergunning en controle niet met zijn analyse van de relevante markt opgenomen in de aanbeveling binnen de vastgelegde termijn klaar is, kan het aan BEREC vragen bijstand te verlenen om de analyse van de relevante markt en van de op te leggen specifieke verplichtingen te voleindigen. Met deze bijstand geeft het College voor vergunning en controle kennis van het voorstel tot maatregel aan de Commissie binnen de zes maanden. »

**Art. 20.** Artikel 93 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 93. § 1. De ondernemingen die openbare communicatienetwerken of publiek beschikbare elektronische communicatiediensten aanbieden, zenden alle informatie over, met inbegrip van de geldelijke informatie en deze met betrekking tot de evolutie van de netwerken of diensten die een impact kunnen hebben op de relevante markt, die noodzakelijk zijn voor het College voor vergunning en controle, overeenkomstig artikel 136, § 6. De ondernemingen delen zo snel mogelijk en op aanvraag deze informatie mee met inachtneming van de termijnen en met de details vereist door het College voor vergunning en controle. De informatie gevraagd door het College voor vergunning en controle is evenredig met zijn behoeften voor het verrichten van deze opdracht.

§ 2. Het College voor vergunning en controle stelt ter beschikking van de Commissie, op haar met redenen omklede aanvraag, de informatie die haar noodzakelijk lijkt voor de verwezenlijking van haar opdrachten. Tevens stelt het ter beschikking van iedere andere Belgische regelgevende instantie of van elke andere lidstaat van de Europese Unie, op hun met redenen omklede aanvraag, de informatie die noodzakelijk is om de verantwoordelijkheden te nemen die ze toekomen krachtens het gemeenschapsrecht. Wanneer de gegeven informatie betrekking heeft op informatie vooraf medegedeeld door ondernemingen op de aanvraag van het College voor vergunning en controle, worden deze ondernemingen ervan op de hoogte gebracht.

In afwijking van artikel 150 wordt het College voor vergunning en controle ertoe gemachtigd de door de ondernemingen als vertrouwelijk beschouwde informatie mee te delen, voor zover de bestemmingen vooraf waarborgen dat er voor de (zakelijke) vertrouwelijkheid van de informatie zal worden gezorgd.

§ 3. Het College voor vergunning en controle kan van de Commissie, en van iedere andere Belgische regelgevende instantie of van elke andere lidstaat van de Europese Unie, de mededeling vereisen van informatie die noodzakelijk is voor de uitoefening van de verantwoordelijkheden die hem toekomen krachtens dit hoofdstuk. Het zorgt voor de vertrouwelijkheid van de informatie die het als zodanig meegedeeld werden.

§ 4. Voor de toepassing van de §§ 2 en 3, dient onder « regelgevende instantie » te worden verstaan, elke regelgevende instantie die handelt in het kader van de toepassing van het regelgevingskader voor elektronische communicatie alsook van het mededingingsrecht en de bepalingen van titel VI van dit decreet. »

**Art. 21.** Artikel 94 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 94. § 1. Behoudens de gevallen die onder de toepassing van artikel 91, § 5, vallen, organiseert het College voor vergunning en controle, gedurende een periode van minstens één maand en hoogstens twee maanden, een voorafgaande openbare raadplegingsprocedure om de betrokken partijen de mogelijkheid te bieden hun op- en aanmerkingen te laten gelden omtrent elk ontwerp van beslissing bedoeld bij de artikelen 90 en 91.

De nadere regels voor de inrichting van deze raadpleging worden door het College voor vergunning en controle in zijn huishoudelijk reglement bepaald.

Het College voor vergunning en controle zorgt voor een permanente toegang tot de documenten die op de Website van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector ter publieke raadpleging worden voorgelegd. Het kan ook de documenten openbaar maken via elk ander middel dat het nuttig acht.

Behoudens wanneer het om vertrouwelijke informatie gaat, worden de bijdragen verkregen in het kader van de raadpleging openbaar gemaakt op de Website van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en door elk ander middel dat het nuttig acht.

§ 2. Na de voornoemde openbare raadplegingsprocedure en onverminderd de overlegprocedures tussen de in België bevoegde regelgevende instanties, zendt het College voor vergunning en controle het ontwerp van beslissing aan de Commissie en BEREC toe die over een termijn van één maand beschikken om hun op- en aanmerkingen aan het College voor vergunning en controle mee te delen. Het ontwerp van beslissing wordt eveneens aan de nationale regelgevende instanties van de andere lidstaten meegedeeld, als die beslissing gevolgen zou hebben op de uitwisselingen tussen de Staten. Ze beschikken over een termijn van één maand om het college voor vergunning en controle hun aan- en opmerkingen mee te delen.

§ 3. Het College voor vergunning en controle houdt zoveel mogelijk rekening met de op- en aanmerkingen geformuleerd door de andere nationale regelgevende instanties, BEREC alsook de Commissie en neemt daarna de voorgestelde eindbeslissing aan, en deelt ze aan de Commissie mee.

§ 4. In afwijking van § 3, wanneer het ontwerp van beslissing tot doel heeft een relevante markt te bepalen die afwijkt van deze opgesomd in de aanbeveling van de Commissie betreffende relevante producten- en dienstenmarkten in de elektronischecommunicatiesector, of een onderneming te kenmerken als beschikkend over een aanmerkelijke marktmacht, en indien, de Commissie, binnen de termijn bedoeld bij § 2, aan het College voor vergunning en controle kennis geeft van de redenen waarom ze, hetzij acht dat dit voorstel de interne markt zou verhinderen, hetzij ernstige twijfels heeft omtrent de overeenstemmingsvatbaarheid ervan met de gemeenschapswetgeving, verdaagt het College voor vergunning en controle met twee maanden na de kennisgeving van de Commissie de aanneming van het genoemde voorstel.

Indien binnen de voornoemde termijn van twee maanden de Commissie tot het vereisen van de intrekking van het ontwerp van beslissing van het College voor vergunning en controle beslist, wijzigt of trekt dit laatste zijn ontwerp in binnen de zes maanden na de datum van de beslissing van de Commissie. Wanneer het ontwerp van maatregel gewijzigd is, stelt het College voor vergunning en controle een nieuwe openbare raadplegingsprocedure in overeenkomstig paragraaf 1, en geeft dan opnieuw kennis van het ontwerp overeenkomstig paragraaf 2.

§ 5. In afwijking van § 3 wanneer het ontwerp van beslissing erop gericht is een verplichting op te leggen, te wijzigen of af te schaffen overeenkomstig de artikelen 95 tot 95sexies en 96, en indien de Commissie, binnen de termijn van één maand bedoeld bij § 2, aan het College voor vergunning en controle kennis geeft van de redenen waarom ze, hetzij acht dat dit ontwerp de goede werking van de interne markt zou belemmeren, hetzij ernstige twijfels heeft omtrent de overeenstemmingsvatbaarheid ervan met de gemeenschapswetgeving, verdaagt het College voor vergunning en controle met drie maanden na de kennisgeving van de Commissie de aanneming van het genoemde ontwerp. Gedurende deze termijn van drie maanden, werken het College voor vergunning en controle en BEREC in nauw verband samen om de maatregel te bepalen die meest doeltreffend en aangepast zou zijn in verband met de nagestreefde doeleinden, met inaanmerkingneming van de adviezen van de sector en met een bijzondere zorg voor de grootste coherentie mogelijk van de regelgevende praktijken.

Indien BEREC, binnen een termijn van zes weken na de kennisgeving van de Commissie, de ernstige twijfels van de Commissie deelt, kan het College voor vergunning en controle, binnen de termijn van drie maanden bedoeld bij het eerste lid, ofwel het ontwerp van beslissing wijzigen of intrekken, zoveel mogelijk rekening houdend met de kennisgeving van de Commissie alsook de adviezen van BEREC, ofwel het ontwerp van beslissing handhaven.

Indien BEREC, binnen dezelfde termijn van zes weken, de ernstige twijfels van de Commissie niet deelt of geen advies uitbrengt, of indien het College voor vergunning en controle het ontwerp van beslissing overeenkomstig het tweede lid wijzigt of handhaaft, kan het College voor vergunning en controle zich enkel definitief uitspreken over het ontwerp van besluit nadat de Commissie, binnen een termijn van één maand na het aflopen van de periode van drie maanden bedoeld bij het eerste lid, ofwel een aanbeveling heeft uitgebracht waarin van betrokken College verlangd wordt het voorstel te wijzigen of in te trekken, ofwel de beslissing heeft genomen haar voorbehouden in te trekken. Nadat die termijn verstreken is, wordt de Commissie geacht haar voorbehouden te hebben ingetrokken.

Indien het College voor vergunning en controle zijn ontwerp van beslissing wijzigt, kan het tot een nieuwe openbare raadplegingsprocedure overgaan bedoeld bij paragraaf 1.

Indien het College voor vergunning en controle het vorige lid niet toepast, deelt het de definitieve beslissing aan de Commissie en BEREC mee binnen een termijn van één maand te rekenen vanaf de beslissing van de Commissie bedoeld bij het derde lid. Indien het het vorige lid toepast, wordt de termijn voor de mededeling van de definitieve beslissing tot één maand bepaald vanaf het einde van de nieuwe raadplegingsprocedure.

Indien het College voor vergunning en controle besluit het ontwerp van beslissing niet te wijzigen of in te trekken op basis van de aanbeveling of van het opheffen van de voorbehouden van de Commissie bedoeld bij het derde lid, dient het College voor vergunning en controle dit met redenen te omkleden. Te allen tijde tijdens de procedure kan het College voor vergunning en controle het ontwerp van beslissing intrekken. »

**Art. 22.** Artikel 95 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 95. § 1. Overeenkomstig artikel 91, § 3, kan het College voor vergunning en controle de verplichtingen inzake transparantie met betrekking tot interconnectie en/of toegang bepalen op grond waarvan netwerkexploitanten nader genoemde informatie, zoals boekhoudkundige informatie, technische specificaties, netwerkenmerken, eisen en voorwaarden voor levering en gebruik, openbaar moeten maken. Het College voor vergunning en controle kan de te verlenen informatie bepalen, alsook het vereiste niveau inzake details en de nadere regels voor de bekendmaking.

§ 2. Wanneer de netwerkexploitant onderworpen is aan verplichtingen inzake non-discriminatie, kan het College voor vergunning en controle hem opleggen een referentieaanbod bekend te maken, met voldoende details om ervoor te zorgen dat netwerkexploitanten er niet toe gehouden zouden worden te betalen voor faciliteiten die niet noodzakelijk zijn voor de gewenste dienst. Het bevat een beschrijving van de relevante aanbiedingen uitgesplitst in verschillende elementen in functie van de marktbehoeften, met de overeenstemmende nadere regels en voorwaarden, met inbegrip van de tarieven. »

**Art. 23.** In titel VI, hoofdstuk I, Afdeling III van hetzelfde decreet, wordt een artikel 95bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 95bis. Het College voor vergunning en controle kan, overeenkomstig artikel 91, § 3, verplichtingen inzake non-discriminatie opleggen, wat betreft de interconnectie en de toegang, die er in t bijzonder voor zorgen dat netwerkexploitanten ten aanzien van andere ondernemingen die gelijkwaardige diensten aanbieden onder gelijkwaardige omstandigheden gelijkwaardige voorwaarden toepassen, en aan andere diensten en informatie aanbieden onder dezelfde voorwaarden en van dezelfde kwaliteit als die welke zij hun eigen diensten of diensten van hun dochterondernemingen of partners bieden. »



**Art. 24.** In Titel VI, hoofdstuk I, Afdeling III van hetzelfde decreet, wordt een artikel *95ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *95ter*. § 1. Het College voor vergunning en controle kan, overeenkomstig artikel 91, § 3, verplichtingen opleggen om de boekhouding te scheiden wat betreft sommige activiteiten op het gebied van de interconnectie en de toegang.

Het College voor vergunning en controle kan een exploitant van een netwerk dat verticaal geïntegreerd wordt, verplichten om zijn groothandelsprijzen en zijn overboekingen van prijselementen zichtbaar te maken, inzonderheid met het oog op de inachtneming van de verplichting van non-discriminatie bedoeld in artikel *95bis* of, in geval van nood, om oneerlijke kruissubsidiëring te voorkomen.

Een erkende bedrijfsrevisor die aangesteld wordt door een netwerkexploitant maakt, ten koste van de exploitant, een verslag op om het college voor vergunning en controle in staat te stellen na te kijken of de beslissing vermeld in het vorige lid nageleefd wordt. Het College voor vergunning en controle publiceert elk jaar een verklaring betreffende de naleving van deze beslissing.

§ 2. Wanneer het College voor vergunning en controle het nodig acht, kan het op gemotiveerde wijze vragen om alle boekhoudkundige documenten voor te leggen, met inbegrip van de gegevens betreffende de inkomsten van derden. Het College voor vergunning en controle bepaalt de termijn waarin de documenten geleverd moeten worden.

Het College voor vergunning en controle kan die informatie publiceren voor zover ze kan bijdragen tot een open en concurrerende markt, met inachtneming van de regels inzake vertrouwelijkheid van de bedrijfsgegevens. »

**Art. 25.** In Titel VI, hoofdstuk I, Afdeling III van hetzelfde decreet, wordt een artikel *95quater* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *95quater*. § 1. Het College voor vergunning en controle kan, overeenkomstig artikel 91, § 3, de verplichting opleggen in te gaan op redelijke verzoeken om toegang tot en gebruik van netwerkonderdelen.

Aan netwerkexploitanten kan onder andere worden opgelegd dat zij :

1° derden toegang verlenen tot bepaalde netwerkelementen en –faciliteiten, met inbegrip van toegang tot de netwerkelementen die niet actief zijn en ontbundelde toegang tot het aansluitnetwerk, inzonderheid met het oog op de selectie en preselectie van exploitanten en het aanbieden van de doorverkoop van gebruikerslijnen;

2° te goeder trouw onderhandelen met dienstenverdelers die verzoeken om toegang;

3° reeds verleende toegang tot faciliteiten niet intrekken;

4° op groothandelsbasis bepaalde diensten aanbieden voor doorverkoop aan derden;

5° open toegang verlenen tot technische interfaces, protocollen of andere kerntechnologieën die onmisbaar zijn voor de interoperabiliteit van diensten of virtuele netwerkdiensten;

6° co-locatie of andere vormen van gedeeld gebruik van faciliteiten aanbieden;

7° bepaalde diensten aanbieden die nodig zijn voor de interoperabiliteit van de aan gebruikers geleverde eind-tot-eind-diensten, inclusief faciliteiten voor intelligente netwerkdiensten of roaming binnen mobiele netwerken;

8° toegang verlenen tot operationele ondersteuningssystemen of vergelijkbare softwaresystemen die nodig zijn om billijke concurrentie bij het aanbieden van diensten te waarborgen;

9° zorgen voor interconnectie van netwerken of netwerkfaciliteiten.

10° toegang verlenen tot bijbehorende diensten zoals deze die betrekking hebben op identiteit, locatie en presentie.

Het College voor vergunning en controle kan, in dit kader, voorwaarden inzake billijkheid of redelijkheid van deze verplichtingen vaststellen, alsook de uitvoeringstermijn ervan.

§ 2. Wanneer het College voor vergunning en controle overweegt de in § 1 bedoelde verplichtingen op te leggen, betreft het met name de volgende elementen in zijn overwegingen :

1° de technische en economische levensvatbaarheid van het gebruik of de installatie van concurrerende faciliteiten, in het licht van het tempo van de marktontwikkeling, rekening houdende met het type interconnectie en toegang;

2° de graad van haalbaarheid van de voorgestelde toegangverlening, rekening houdende met de beschikbare capaciteit;

3° de door de eigenaar van de faciliteit verrichte initiële investering, rekening houdende met de verrichte overheidsinvesteringen en de aan de investering verbonden risico's;

4° de noodzaak om op lange termijn de mededinging in stand te houden, met een bijzondere aandacht voor economisch doeltreffende mededinging op basis van de infrastructuur;

5° in voorkomend geval, de terzake geldende intellectuele eigendomsrechten;

6° het verlenen van pan-Europese diensten. »

**Art. 26.** In Titel VI, hoofdstuk I, Afdeling III van hetzelfde decreet, wordt een artikel *95quinquies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *95quinquies*.

§ 1. Het College voor vergunning en controle kan, overeenkomstig artikel 91, § 3, en wanneer bovendien uit een marktanalyse blijkt dat de betrokken netwerkexploitant de prijzen door het ontbreken van daadwerkelijke mededinging op een buitensporig peil kan handhaven of de marges kan uithollen ten nadele van de eindgebruikers, op het gebied van toegang verplichtingen inzake het terugverdienen van kosten opleggen, inclusief onder meer verplichtingen inzake kostenoriëntering van prijzen en kostentoerekeningsystemen inzake kosten van een efficiënte exploitant. Om de exploitant aan te moedigen om met name te investeren in netwerken van de volgende generatie, houdt het College voor vergunning en controle rekening met de door de exploitant verrichte investeringen, en laat het toe dat hij een redelijke opbrengst krijgt uit zijn passende kapitaalbreng, waarbij het alle risico's die specifiek verbonden zijn aan het nieuwe investeringsproject in aanmerking neemt.

Het College voor vergunning en controle kan op het gebied van toegang ook, overeenkomstig artikel 91, § 3, verplichtingen opleggen inzake terugverdienen van kosten en prijscontrole die erop gericht zijn efficiëntie en duurzame concurrentie te bevorderen en de consument maximaal voordeel te bieden. In dat verband kan het college voor vergunning en controle ook rekening houden met beschikbare prijzen van vergelijkbare concurrerende markten.

§ 2. Iedere netwerkexploitant onderworpen aan een verplichting inzake kostenoriëntering van zijn tarieven, verstrekt aan het College voor vergunning en controle, wanneer dit erom verzoekt, het bewijs van de naleving van die verplichting.

Wanneer voor een netwerkexploitant een verplichting inzake kostenoriëntering geldt, wordt rekening gehouden met de kosten verbonden aan efficiënte dienstverlening, met inbegrip van een redelijk investeringsrendement.

Voor de berekening van de kosten verbonden aan efficiënte dienstverlening, kan het College voor vergunning en controle boekhoudkundige en kostenberekeningsmethoden gebruiken die los staan van de door de netwerkexploitant gebruikte methoden.

§ 3. Wanneer de invoering van een kostentoerekeningssysteem verplicht wordt gesteld, publiceert het College voor vergunning en controle een beschrijving van dit kostentoerekeningssysteem met daarin ten minste de hoofdcategorieën waarin de kosten worden ingedeeld en de voor de toerekening van de kosten toegepaste regels.

§ 4. Wanneer het door het College voor vergunning en controle toegepaste kostentoerekeningssysteem dit noodzakelijk maakt, ziet een door de exploitant aangeduide erkende bedrijfsrevisor op kosten van de netwerkexploitant toe op de inachtneming van het kostentoerekeningssysteem. Het College voor vergunning en controle publiceert ieder jaar een verklaring betreffende de inachtneming van het systeem op basis van de conclusies van het verslag van de bedrijfsrevisor. »

**Art. 27.** In Titel VI, hoofdstuk I, Afdeling III van hetzelfde decreet, wordt een artikel 95<sup>sexies</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 95<sup>sexies</sup>, § 1. Wanneer het College voor vergunning en controle besluit dat de passende verplichtingen die zijn opgelegd krachtens de artikelen 95 tot 95<sup>quinquies</sup> er niet in geslaagd zijn daadwerkelijke mededinging tot stand te brengen en dat er belangrijke en blijvende concurrentieproblemen of markttekortkomingen zijn vastgesteld met betrekking tot het aanbod op groothandelsniveau op bepaalde markten voor toegangsproducten, kan het in overeenstemming met de bepalingen van artikel 91, § 5 een verplichting opleggen aan verticaal geïntegreerde ondernemingen om activiteiten die verband houden met het aanbieden van de desbetreffende toegangsproducten op groothandelsniveau in een onafhankelijke bedrijfseenheid te plaatsen.

Die bedrijfseenheid levert toegangsproducten en -diensten aan alle ondernemingen, met inbegrip van andere bedrijfseenheden binnen de moedermaatschappij, binnen dezelfde tijdspanne, en tegen dezelfde voorwaarden, met inbegrip van de prijs en diensten en door middel van dezelfde systemen en processen.

§ 2. Wanneer het College voor vergunning en controle voornemens is functionele scheiding verplicht te stellen, dient het hiertoe een voorstel in te dienen bij de Europese Commissie met :

1° bewijselementen die het besluit waartoe het College voor vergunning en controle met toepassing van § 1 is gekomen, rechtvaardigen;

2° een gemotiveerde evaluatie die stelt dat er binnen een redelijke termijn weinig of geen kans is op daadwerkelijke en duurzame op infrastructuur gegronde mededinging;

3° een analyse van de verwachte impact op het College voor vergunning en controle, op de onderneming, met name op de werknemers van de gescheiden onderneming en op de elektronischecommunicatiesector als geheel, op de stimuli om in deze sector als een geheel te investeren, alsook op de andere betrokken partijen, met name een analyse van de verwachte impact op de mededinging en eventuele gevolgen voor de consument;

4° een analyse van de redenen waarom deze verplichting het efficiëntste middel zou zijn om de geïdentificeerde mededingingsproblemen of markttekortkomingen op te lossen.

§ 3. De ontwerpmaatregel omvat de volgende elementen :

1° de exacte aard en het niveau van scheiding, waarbij met name de rechtsstatus van de afzonderlijke bedrijfseenheid wordt vermeld;

2° de lijst van de activa van de afzonderlijke bedrijfseenheid en de producten of diensten die door deze eenheid moeten worden geleverd;

3° de bestuursregelingen om te zorgen voor de onafhankelijkheid van het personeel dat in dienst is bij de afzonderlijke bedrijfseenheid, en de dienovereenkomstige stimulerende maatregelen;

4° voorschriften om te zorgen voor de naleving van de verplichtingen;

5° voorschriften om te zorgen voor transparantie van de operationele procedures, met name ten behoeve van de belanghebbenden;

6° een toezichtprogramma om te zorgen voor naleving, met inbegrip van de publicatie van een jaarverslag.

§ 4. Naar aanleiding van de beslissing van de Europese Commissie, voert het College voor vergunning en controle een gecoördineerde analyse uit van de verschillende markten die verbonden zijn aan het toegangsnetwerk overeenkomstig de in de artikelen 90 en volgende bedoelde procedure van marktanalyse. Op basis van zijn beoordeling moet het College voor vergunning en controle verplichtingen opleggen, handhaven, wijzigen of intrekken.

§ 5. Een onderneming die functionele scheiding kreeg opgelegd kan worden onderworpen aan alle in de artikelen 95 tot en met 95<sup>quinquies</sup> vermelde verplichtingen op elke specifieke markt wanneer is vastgesteld dat het een onderneming betreft met aanmerkelijke marktmacht overeenkomstig artikel 91 of andere verplichtingen die op grond van artikel 91, § 5, door de Europese Commissie zijn goedgekeurd.

§ 6. De verticaal geïntegreerde ondernemingen waarvan is vastgesteld dat zij aanmerkelijke marktmacht hebben in een of verschillende relevante markten in overeenstemming met artikel 91, kunnen, op een vrijwillige basis, een functionele scheiding voeren. Ze brengen het College voor vergunning en controle, vooraf en tijdig, zodat het College het effect van de voorgenomen transactie kan beoordelen, op de hoogte wanneer zij voornemens zijn hun plaatselijke toegangsnetwerkactiva over te dragen of een belangrijk deel ervan aan een afzonderlijke rechtseenheid met een verschillende eigenaar, of een afzonderlijke bedrijfseenheid op te richten om alle kleinhandelaren, met inbegrip van de eigen kleinhandelafdelingen, volledige equivalente toegangsproducten aan te bieden. Elke wijziging ten opzichte van een dergelijk project alsook het eindresultaat van het scheidingsproces moeten ook aan het college voor vergunning en controle worden meegedeeld.

§ 7. In het kader van de evaluatie van dit proces, als gevolg van de kennisgeving van een scheiding op een vrijwillige basis bedoeld in § 6, onderzoekt het College voor vergunning en controle welk effect de voorgenomen transactie zal hebben op de bestaande regelgevende verplichtingen. Hiertoe voert het College voor vergunning en controle een gecoördineerde analyse uit van de verschillende markten die verbonden zijn aan het toegangsnetwerk in overeenstemming met de in artikel 90 en de volgende artikelen beschreven procedure.

Op basis van dit onderzoek moet het College voor vergunning en controle, overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 94 verplichtingen opleggen, handhaven, wijzigen of intrekken. De juridisch en/of operationeel gescheiden bedrijfseenheid kan worden onderworpen aan alle in de artikelen 95 tot en met 95*sexies* en 96 vermelde verplichtingen op alle specifieke markten waar is vastgesteld dat ze aanmerkelijke marktmacht heeft overeenkomstig artikel 91 of andere verplichtingen die de Commissie op grond van artikel 91, § 6, heeft toegestaan. » .

**Art. 28.** Artikel 96 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 96. Het College voor vergunning en controle kan aangepaste regelgevingsverplichtingen opleggen aan ondernemingen waarvan is vastgesteld dat zij aanmerkelijke marktmacht hebben in een gegeven eindgebruikersmarkt, wanneer, naar aanleiding van een marktanalyse uitgevoerd overeenkomstig artikel 91, het College voor vergunning en controle vaststelt dat er op een gegeven eindgebruikersmarkt, bepaald overeenkomstig artikel 90, geen sprake is van daadwerkelijke mededinging en dat het College voor vergunning en controle besluit dat de verplichtingen die opgelegd werden overeenkomstig de artikelen 95 tot 95*sexies* niet zouden leiden tot het verwezenlijken van de doelstellingen.

Verplichtingen die opgelegd werden overeenkomstig dit artikel, zijn evenredig en verantwoord, en kunnen inhouden dat de aangewezen ondernemingen geen buitensporige prijzen mogen vragen, de toegang tot de markt niet mogen belemmeren, de mededinging niet mogen beperken door middel van afbraakprijzen, geen ongegronde voorkeur voor bepaalde eindgebruikers aan de dag mogen leggen en diensten niet op een onredelijke wijze mogen bundelen. Het College voor vergunning en controle kan dergelijke ondernemingen passende prijsplafonds opleggen, verplichtingen om individuele tarieven te controleren of verplichtingen om de tarieven af te stemmen op de kosten of prijzen op vergelijkbare markten, teneinde de belangen van de eindgebruiker te beschermen en tegelijkertijd daadwerkelijke mededinging te stimuleren.

Het College voor vergunning en controle zorgt ervoor dat, indien een onderneming aan regulering van de eindgebruikerstarieven of andere desbetreffende controles van de eindgebruikerstarieven is onderworpen, de noodzakelijke en geëigende kostentoerekeningssystemen worden toegepast. Het College voor vergunning en controle kan nader bepalen welk model en welke boekhoudkundige methode moeten worden toegepast. Een gekwalificeerde onafhankelijke instantie ziet toe op de inachtneming van het kostentoerekeningssysteem. Het College voor vergunning en controle zorgt ervoor dat elk jaar een verklaring omtrent de naleving van deze bepalingen wordt gepubliceerd. »

**Art. 29.** In Titel VI, Hoofdstuk I van hetzelfde decreet, wordt een afdeling IV ingevoegd, luidend als volgt : « Afdeling IV – Geschillen ».

**Art. 30.** In de afdeling IV, ingevoegd bij artikel 29, wordt een artikel 96*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 96*bis*. Wanneer een geschil in verband met de verplichtingen ontstaat tussen ondernemingen die elektronische communicatienetwerken of -diensten aanbieden wat betreft de verplichtingen bedoeld in dit hoofdstuk, neemt het College voor vergunning en controle op verzoek van een van beide partijen, een bindend besluit om het geschil te beslechten, en wel zo spoedig mogelijk of in ieder geval binnen hoogstens vier maanden, met uitzondering van uitzonderlijke omstandigheden. Tijdens de procedure moeten alle partijen volledig met het College voor vergunning en controle samenwerken.

De beslissing van het College voor vergunning en controle wordt aan de partijen meegedeeld en openbaar gemaakt, met inachtneming van het zakengeheim.

**Art. 31.** Artikel 100, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende zin :

« Die vergunning vervalt automatisch indien de radiofrequentie niet werd gebruikt gedurende een periode van zes opeenvolgende maanden. »

**Art. 32.** Artikel 106 van hetzelfde decreet wordt aangevuld door een lid, luidend als volgt :

« In geval van faillissement van de dienstenuitgever, komt de radiofrequentie of het netwerk van radiofrequentie terug naar de Franse Gemeenschap, zodra het vonnis van faillietverklaring in kracht van gewijsde is gegaan. »

**Art. 33.** In artikel 113 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2 wordt het laatste lid opgeheven;

2° er wordt een paragraaf 5*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« § 5*bis*. Als de in § 1 en § 4 bedoelde vergunningen werden uitgereikt, stelt het College voor vergunning en controle, in een aanhangsel bij de gebruiksvergunning van de dienstenuitgever, de datum vast waarop de uitgever zijn dienst moet uitzenden. Die datum wordt bepaald in overleg met de dienstenuitgever en de betrokken netwerk-exploitant. »

**Art. 34.** In artikel 118 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 3, wordt het laatste lid opgeheven;

2° er wordt een paragraaf *6bis* ingevoegd, luidend als volgt;

« § *6bis*. Als de in § 1 en § 5 bedoelde vergunningen werden uitgereikt, stelt het College voor vergunning en controle, in een aanhangsel bij de gebruiksvergunning van de dienstenuitgever, de datum vast waarop de uitgever zijn dienst moet uitzenden. Die datum wordt bepaald in overleg met de dienstenuitgever en de betrokken netwerkexploitant. »

**Art. 35.** Artikel 126 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het vorige lid is niet van toepassing op de apparatuur die bestemd is voor de ontvangst van :

1° signalen van persoonlijke mobiele televisiediensten;

2° signalen van digitale televisiediensten die worden uitgezonden door een proces dat gebruik maakt van het internet-protocol. »

**Art. 36.** In artikel 136 van hetzelfde decreet, wordt een paragraaf 7 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 7. Het College voor vergunning en controle kan, op aanvraag van een dienstenuitgever, een dienstenverdelers van een netwerkexploitant, een verzoeningsprocedure tot stand brengen wanneer een geschil ontstaat :

1° betreffende de verdeling van een audiovisuelemediadienst, met inbegrip van de technische en financiële voorwaarden voor de terbeschikkingstelling van deze dienst voor het publiek;

2° dat een audiovisueel rechtsbeginsel zou kunnen schenden, inzonderheid pluralisme, menselijke waardigheid of bescherming van minderjarigen;

3° of dat betrekking heeft op het objectieve, billijke en niet-discriminerende karakter van de handelsvoorwaarden of -betrekkingen betreffende de terbeschikkingstelling van het publiek van audiovisuelemediadiensten.

Het document waarbij het geschil wordt voorgelegd, dat aan de voorzitter van de hoge raad voor de audiovisuele sector bij aangetekend schrijven wordt gericht, vermeldt de feiten die ten grondslag van het geschil liggen en alle nuttige informatie, inzonderheid de persoonlijke gegevens van de betrokken partijen, de redenen waarom het geschil wordt voorgelegd, met uiteenzetting van de middelen en stukken ter staving ervan. De voorzitter deelt de betrokken partijen bij aangetekend schrijven mee dat een verzoeningsprocedure wordt geopend.

Het College voor vergunning en controle organiseert de verzoeningsprocedure met inachtneming van de beginselen van tegenspraak en onafhankelijkheid. Het beschikt over een termijn van drie maanden, verlengbaar met drie bijkomende maanden, om de stellingen en opmerkingen van de partijen op te nemen en een oplossing voor te stellen dat het de betrokken partijen voorlegt.

De praktische nadere regels voor die verzoening worden door het College voor vergunning en controle bepaald. »

**Art. 37.** In artikel 138, § 1, laatste lid, 3° van hetzelfde decreet, wordt in de Franse tekst het woord « la » vervangen door het woord « le ».

§ 2. In artikel 138, § 4, van hetzelfde decreet, wordt 4° vervangen door hetgeen volgt :

« 4° de veroordeling of het behoren tot een instelling of een vereniging die krachtens een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing werd veroordeeld wegens de niet-naleving van de democratische beginselen die inzonderheid vervat zijn in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd;

Die onverenigbaarheid eindigt tien jaar na de voormelde rechterlijke beslissing, als kan worden vastgesteld dat de persoon of de vereniging openlijk afstand heeft gedaan van zijn/haar vijandigheid tegenover de democratische beginselen zoals vermeld in de bepalingen bedoeld in het voorafgaande lid. Het verbod eindigt één jaar na de voormelde rechterlijke beslissing, indien de persoon ontslag heeft genomen bij de vereniging wegens en onmiddellijk na de veroordeling van deze wegens niet-naleving van de democratische beginselen vermeld in de bepalingen bedoeld in het voorafgaande lid. »

**Art. 38.** In artikel 139, § 2, van hetzelfde decreet, wordt 7° vervangen als volgt :

« 7° de veroordeling of het behoren tot een instelling of een vereniging die krachtens een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing werd veroordeeld wegens de niet-naleving van de democratische beginselen die inzonderheid vervat zijn in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd;

Die onverenigbaarheid eindigt tien jaar na de voormelde rechterlijke beslissing, als kan worden vastgesteld dat de persoon of de vereniging openlijk afstand heeft gedaan van zijn/haar vijandigheid tegenover de democratische beginselen zoals vermeld in de bepalingen bedoeld in het voorafgaande lid. Het verbod eindigt één jaar na de voormelde rechterlijke beslissing, indien de persoon ontslag heeft genomen bij de vereniging wegens en onmiddellijk na de veroordeling van deze wegens niet-naleving van de democratische beginselen vermeld in de bepalingen bedoeld in het voorafgaande lid. »

**Art. 39.** Artikel 160 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 160. De Regering wordt ermee belast de krachtens artikel 159, § 1, verschuldigde boetes te innen, in voorkomend geval bij dwangbevel, dat zij kan opmaken. Zij kan binnen haar diensten een of meerdere ambtenaren aanstellen voor deze inning.

Binnen de maand na de ontvangst van de beslissing van de Hoge raad voor de audiovisuele sector verzenden de Regering en de ambtenaar(aren) belast met de inning, de schuldplichtige, vóór het dwangbevel, een uitnodiging tot betaling van de geldboete binnen de drie maanden.

Bij niet-betaling van de geldboete binnen de vereiste termijn, stelt de ordonnateur het dwangbevel op binnen de drie maanden na het verstrijken van die termijn. De ordonnateur stelt echter geen dwangbevel op als een beroep wordt ingediend vóór de Raad van State tegen de beslissing van de hoge raad voor de audiovisuele sector. In dat geval stelt hij het dwangbevel op binnen de drie maanden na de ontvangst van het arrest van de Raad van State.

Het dwangbevel is uitvoerbaar binnen de acht dagen van de kennisgeving ervan aan de persoon die de boete verschuldigd is. Het wordt uitgevoerd door een gerechtsdeurwaarder binnen de regels bepaald door het Gerechtelijk Wetboek.

De uitvoering van het dwangbevel kan slechts opgeheven worden door een gemotiveerd verzet met een dagvaarding. Op straffe van verval wordt dat verzet per exploot gemaakt en betekend aan het kabinet van de Minister-President van de Franse Gemeenschap binnen de maand na de betekening van het dwangbevel.

De vordering wordt voorgelegd aan de rechtbank in het gebied waarvan de maatschappelijke zetel van de schuldpllichtige gelegen is. »

**Art. 40.** In artikel 161, § 1, laatste lid van hetzelfde decreet, worden de woorden « bedoeld in artikel 136, § 1, 5° tot 9° » opgeheven.

**Art. 41.** In titel IX van het op 26 maart 2009 gecoördineerde decreet betreffende de audiovisuele mediadiensten, wordt vóór artikel 164 een hoofdstuk I ingevoegd, luidend als volgt : « Hoofdstuk I. Algemene bepalingen ».

**Art. 42.** In artikel 164, § 3, tweede lid en § 5, van hetzelfde decreet, worden de woorden « de aangetekende brief » vervangen door de woorden « het aangetekend schrijven ».

**Art. 43.** In artikel 165 van hetzelfde decreet, wordt paragraaf I vervangen door hetgeen volgt :

§ 1. Punt 23 van de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997, zoals gewijzigd, houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, wordt door de volgende tabel vervangen :

Tabel 1. Art. 43 ».

Benaming van het begrotingsfonds	Aard van de ontvangsten met een speciale bestemming	Voorwerp van de uitgaven waarvoor machtiging werd verleend
Steunfonds voor creatie op radio	Bijdrage van de RTBF zoals bepaald krachtens de beheersovereenkomst; Bijdrage van de netwerkradio's en van de uitgevers van klankradio-omroepdiensten verdeeld op een netwerk voor digitale klankradio-omroep.	Steun voor projecten van uitzendingen van creatie op radio; Steun voor verenigings- en expresieradio's met een cultureel doel of voor permanente opvoeding; - Steun voor de erkende gaststructuren voor creatie op radio die tot doel hebben de creatie op radio binnen de Franse Gemeenschap uit te zenden, te bevorderen en te herwaarderen. « Steun voor projecten inzake herwaardering van archief; « Steun voor overgang naar digitale radio; Steun voor projecten inzake internationale uitzending.

**Art. 44.** In artikel 166, eerste lid, tweede zin, van hetzelfde decreet, worden de woorden « op commerciële communicatieberichten » vervangen door de woorden « op in geld betaalde reclame ».

**Art. 45.** In titel IX van hetzelfde decreet, wordt vóór artikel 167 een hoofdstuk II ingevoegd, luidend als volgt : « Hoofdstuk II. Subsidiëring van de gaststructuren ».

**Art. 46.** In hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 45 van dit decreet, wordt een afdeling I ingevoegd, luidend als volgt « Afdeling I. Algemeen ».

**Art. 47.** In artikel 167, wordt het tweede lid van paragraaf 1 van het op 26 maart 2009 gecoördineerde decreet betreffende de audiovisuele mediadiensten vervangen door hetgeen volgt :

« Om erkend te worden, moet een gaststructuur voor creatie op radio een rechtspersoon zijn en de volgende opdrachten als doel hebben. »

**Art. 48.** In hetzelfde artikel 167, wordt paragraaf 3 vervangen door hetgeen volgt :

« § 3. De Regering kan de erkende gaststructuren subsidiëren. Ze kan dit ofwel jaarlijks, op basis van een jaarlijks voorprogramma van activiteiten voorgelegd door elke gaststructuur doen, ofwel jaarlijks, na advies van de adviescommissie voor creatie op radio, in het kader van een twee jaar durende overeenkomst of van een vijf jaar durende programma-overeenkomst. Het totale bedrag van die subsidies kan een derde van de jaarlijkse ontvangsten van het Steunfonds voor creatie op radio niet overschrijden. Ten minste 50 % van de steun verleend aan een gaststructuur moet verplicht besteed worden aan de productie en de promotie van de uitzendingen voor creatie op radio.

De subsidies voor eenzelfde gaststructuur zullen een bedrag van 200.000 euro niet kunnen overschrijden berekend over een periode van drie opeenvolgende jaren.

De Regering kan bijkomende bijdragen verlenen voor het aanwerven van een kern van ambtenaren en de terbeschikkingstelling van infrastructuur of materiaal. »

**Art. 49.** In hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 45 van dit decreet, wordt, na artikel 167 van het op 26 maart 2009 gecoördineerde decreet betreffende de audiovisuele mediadiensten, een afdeling II ingevoegd, luidend als volgt : « Afdeling II. Voorwaarden voor de toekenning van de overeenkomst en de programma-overeenkomst ».

**Art. 50.** In afdeling II, ingevoegd bij artikel 49 van dit decreet, wordt in het gecoördineerde decreet van 26 maart 2009 betreffende de audiovisuele mediadiensten een artikel 167bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 167bis. § 1. Om een overeenkomst te kunnen genieten, moet de gaststructuur de volgende ontvankelijkheidscriteria vervullen :

1. erkend zijn krachtens artikel 167 van dit decreet;
2. gedurende de drie jaar voorafgaand aan de aanvraag het bewijs leveren van een regelmatige beroepsactiviteit op het gebied van creatie op radio;
3. geen programma-overeenkomst genieten krachtens dit hoofdstuk.

§ 2. Om een programma-overeenkomst te kunnen genieten, moet de gaststructuur aan de in artikel 167bis, § 1, 1° tot 3° bedoelde voorwaarden voldoen, en een overeenkomst gedurende twee jaar hebben genoten. »

**Art. 51.** In hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 45 van dit decreet, wordt, na artikel 167bis, een afdeling III ingevoegd, luidend als volgt : « Afdeling III. Procedure voor de toekenning van de overeenkomst en de programma-overeenkomst ».

**Art. 52.** In afdeling III, ingevoegd bij artikel 51 van dit decreet, wordt in het op 26 maart gecoördineerde decreet betreffende de audiovisuele mediadiensten een artikel 167ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 167ter. § 1. De aanvraag om toekenning omvat de volgende gegevens :

1° een afschrift van de statuten van de rechtspersoon en de namen en bekwaamheidsbewijzen van de personen die de gaststructuur die de aanvraag heeft ingediend, vertegenwoordigen;

2° een beschrijving van het activiteitenproject waarvoor de steun wordt aangevraagd;

3° de balansen en resultatenrekeningen van het voorafgaande dienstjaar;

4° voor de duur van de overeenkomst of de programma-overeenkomst :

a) een financieel plan betreffende dat project;

b) het volume van de voorziene activiteiten;

c) de beschrijving van het bedoelde publiek;

5° een beschrijving van de activiteiten die werden verricht gedurende minstens de laatste twee jaar voor de programma-overeenkomst en de laatste drie jaar voor de overeenkomst.

§ 2. De Regering stelt de uiterste datum vast voor de indiening van de aanvraag om steun. »

**Art. 53.** In dezelfde afdeling III, ingevoegd bij artikel 51 van dit decreet, wordt in het op 26 maart 2009 gecoördineerde decreet betreffende de audiovisuele mediadiensten een artikel 167quater ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 167quater. § 1. de adviescommissie voor creatie op radio brengt een met redenen omkleed advies uit over de opportuniteit een steun te verlenen, over de aard en het bedrag ervan. Daartoe neemt ze de specificiteit van de gaststructuur in aanmerking en steunt ze op de volgende evaluatiecriteria :

1° de verantwoording van het dossier dat overeenkomstig artikel 167ter wordt overgezonden;

2° de artistieke en culturele kwaliteit van het project;

3° zijn mogelijke uitstraling op het grondgebied van het Franse taalgebied en het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, op Belgisch of internationaal vlak;

4° de overeenstemming tussen het bedrag van de aangevraagde steun en het radio-project.

De adviescommissie voor de creatie op radio onderzoekt ook de herwaardering van de werken van de auteurs en regisseurs van de Franse Gemeenschap.

§ 2. Op grond van de gegevens en criteria bedoeld in de artikelen 167ter en 167quater, § 1, kan de adviescommissie voor de creatie op radio een aanvraag voor het verkrijgen van een programma-overeenkomst veranderen in een aanvraag voor het verkrijgen van een overeenkomst. »

**Art. 54.** In hoofdstuk II, ingevoegd door artikel 45 van dit decreet, wordt in het op 26 maart 2009 gecoördineerde decreet betreffende de audiovisuele mediadiensten, na artikel 167quater, een afdeling IV ingevoegd, luidend als volgt : « Afdeling IV. Inhoud van de overeenkomst en de programma-overeenkomst ».

**Art. 55.** In afdeling IV, ingevoegd door artikel 54 van dit decreet, wordt in het op 26 maart 2009 gecoördineerde decreet betreffende de audiovisuele mediadiensten een artikel 167quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 167quinquies. § 1. De overeenkomst omvat minstens de volgende gegevens :

1° de datum waarop ze van kracht wordt en de datum waarop ze eindigt;

2° het bedrag van de subsidie en de nadere regels voor de uitbetaling ervan;

3° de bijzondere opdrachten en doelstellingen die aan de gaststructuur worden toegewezen op grond van haar specifieke activiteiten;

4° de verbintenissen inzake financieel evenwicht van de gaststructuur;

5° de nadere regels voor de schorsing, de wijziging, de beëindiging en de hernieuwing van de overeenkomst;

6° de termijn binnen welke de gaststructuur haar activiteitenverslag moet voorleggen en de sancties meedeelt als ze dat verslag niet binnen de gestelde termijn indient.

§ 2. Naast de gegevens bedoeld in § 1, omvat de programma-overeenkomst de volgende gegevens :

1° voor de duur van de programma-overeenkomst :

a) het tewerkstellingsvolume;

b) het totale deel van de lasten dat bestemd wordt voor de werking van de gaststructuur en het deel dat bestemd wordt voor de productie van werken met inachtneming van artikel 167*bis*;

c) het volume van de voorziene activiteiten.

2° de nadere regels voor de begeleiding, inzonderheid de financiële begeleiding die door de Franse Gemeenschap wordt verricht. »

**Art. 56.** In hoofdstuk II, ingevoegd door artikel 45, wordt, na artikel 167*quinquies*, een afdeling V ingevoegd, luidend als volgt : « Afdeling V – Evaluatie van de naleving van de verplichtingen vermeld in de overeenkomst of de programma-overeenkomst ».

**Art. 57.** In afdeling V, ingevoegd door artikel 56 van dit decreet, wordt in het op 26 maart 2009 gecoördineerde decreet betreffende de audiovisuele mediadiensten een artikel 167*sexies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 167*sexies*. Op het einde van elk dienstjaar, deelt de gaststructuur de administratie een activiteitenverslag mee, dat minstens de volgende gegevens inhoudt :

1° een moreel verslag;

2° de balansen en rekeningen van het afgelopen dienstjaar, opgemaakt overeenkomstig de geldende boekhoudkundige wetten en verordeningen;

3° de naleving van de opdrachten en doelstellingen toegewezen aan de gaststructuur;

4° de lijst van de producties die in uitvoering zijn of beëindigd zijn. »

**Art. 58.** In hoofdstuk II, ingevoegd door artikel 45 van dit decreet, wordt in het op 26 maart 2009 gecoördineerde decreet betreffende de audiovisuele mediadiensten, na artikel 167*sexies*, een afdeling VI ingevoegd, luidend als volgt « Afdeling VI. Hernieuwing van de overeenkomst of de programma-overeenkomst ».

**Art. 59.** In afdeling VI, ingevoegd door artikel 58 van dit decreet, wordt in het op 26 maart 2009 gecoördineerde decreet betreffende de audiovisuele mediadiensten een artikel 167*septies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 167*septies*. Uiterlijk vóór het einde van het eerste trimester van het laatste dienstjaar waarop de overeenkomst of de programma-overeenkomst betrekking heeft, brengt de gaststructuur, in voorkomend geval, de Regering op de hoogte van haar wens de overeenkomst of de programma-overeenkomst te hernieuwen.

In dat geval, deelt de gaststructuur de administratie een bijwerking van de in artikel 167*ter*, § 1, bedoelde documenten mee alsook een beschrijving van de activiteiten gevoerd in het kader van de overeenkomst of de programma-overeenkomst die eindigt, inzonderheid de staat van de uitvoering van de opdrachten die erin voorkomen. De hernieuwing van een overeenkomst of een programma-overeenkomst wordt uitgevoerd volgens dezelfde nadere regels als de toekenning van een overeenkomst of een programma-overeenkomst. »

**Art. 60.** In hoofdstuk II, ingevoegd door artikel 45, wordt, in het op 26 maart 2009 gecoördineerde decreet betreffende de audiovisuele mediadiensten, na artikel 167*septies*, een afdeling VII ingevoegd, luidend als volgt : « Afdeling VII. Rol van de waarnemer in de gaststructuren ».

**Art. 61.** In afdeling VII, ingevoegd door artikel 60, wordt in het op 26 maart 2009 gecoördineerde decreet betreffende de audiovisuele mediadiensten, een artikel 167*octies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 167*octies*. De Regering kan een waarnemer aanwijzen om haar met adviserende stem te vertegenwoordigen in de vergaderingen van de raad van bestuur van een gaststructuur die een steun geniet.

Hij brengt minstens één keer per jaar verslag uit aan de Minister tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort. »

**Art. 62.** In titel IX van hetzelfde decreet, wordt, vóór artikel 168, een hoofdstuk III ingevoegd, luidend als volgt : « Hoofdstuk III. Subsidiëring van projecten voor de inzameling en de herwaardering van de archieven van de private klankdiensten of de internationale uitzending van programma's inzake creatie op radio ».

**Art. 63.** In artikel 168 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid vervangen door hetgeen volgt :

« De Regering kan, op advies van de adviescommissie voor de creatie op radio, een deel van de jaarlijkse ontvangsten van het Steunfonds voor de creatie op radio bestemmen voor :

1° projecten voor de uitzending van programma's inzake creatie op radio;

2° projecten voor de inzameling en de herwaardering van de archieven van de private klankdiensten die beantwoorden aan de richtlijnen bepaald in het kader van de uitvoering van het Plan voor het behoud en de exploitatie van de verschillende erfgoederen, dat door de Regering van de Franse Gemeenschap wordt vastgesteld;

3° projecten die de internationale uitzending van programma's inzake creatie op radio tot doel hebben. »

**Art. 64.** In titel IX van hetzelfde decreet wordt, vóór artikel 169 een hoofdstuk IV ingevoegd, luidend als volgt : « Hoofdstuk IV. Adviescommissie voor de creatie op radio ».

**Art. 65.** Artikel 169 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

« § 1. Er wordt een adviescommissie voor de creatie op radio opgericht.

§ 2. De commissie brengt een advies uit over :

1° de erkenning van de gaststructuren voor de creatie op radio bedoeld in artikel 167;

2° de steun met speciale bestemmingen toegekend door het steunfonds voor de creatie op radio, bedoeld in artikel 168;

3° elk vraagstuk betreffende de creatie op radio, op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering.

Ze brengt ook een advies uit, voorafgaand aan het sluiten van de overeenkomst en de programma-overeenkomst, alsook over de hernieuwing van deze.

§ 3. De commissie is samengesteld uit elf werkende leden en elf plaatsvervangende leden, die door de Regering worden benoemd overeenkomstig de artikelen 3, 7 en 8 tweede lid van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector, verdeeld als volgt, zowel voor de werkende leden als voor de plaatsvervangende leden :

1° een professional, afkomstig uit de verenigingen voor permanente opvoeding;

2° een professional, afkomstig uit de leraren verspreidingskunsten en communicatie;

3° een professional, afkomstig uit de radio-beroepen in het algemeen;

4° een professional, afkomstig uit de private klankradio-omroepdiensten;

5° een professional, afkomstig uit de verenigings- en expressieradio's met een cultureel doel of voor permanente opvoeding;

6° een professional, afkomstig uit de radio's van de RTBF;

7° een vertegenwoordiger van erkende representatieve gebruikersorganisaties die werkzaam zijn op het gebied van de auteursmaatschappijen;

8° vier vertegenwoordigers van ideologische en filosofische strekkingen.

Naast de leden bedoeld in het vorige lid, is de commissie samengesteld uit de volgende leden met raadgevende stem :

1° een vertegenwoordiger van de minister bevoegd voor de audiovisuele sector;

2° de secretaris-generaal van het ministerie van de Franse Gemeenschap of diens afgevaardigde.

De leden worden voor een één keer hernieuwbare periode van vijf jaar benoemd.

De Regering stelt de nadere regels voor de werking van de commissie vast.

Niemand kan tot lid van de commissie worden benoemd als hij werd veroordeeld of als hij lid is van een instelling of een vereniging die werd veroordeeld bij een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing wegens niet-naleving van de democratische beginselen zoals vermeld inzonderheid door het Europees verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, door de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en door de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen, of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of elke andere vorm van genocide.

Dat verbod eindigt tien jaar na de voormelde rechterlijke beslissing, als kan worden vastgesteld dat de persoon of de vereniging openlijk afstand heeft gedaan van zijn/haar vijandigheid tegenover de democratische beginselen zoals vermeld in de bepalingen bedoeld in het voorafgaande lid. Het verbod eindigt één jaar na de voormelde rechterlijke beslissing, indien de persoon ontslag heeft genomen bij de vereniging wegens en onmiddellijk na de veroordeling van deze wegens niet-naleving van de democratische beginselen vermeld in de bepalingen bedoeld in het voorafgaande lid. »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 1 februari 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,

A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,

Mevr. M.-D. SIMONET

Nota

(1) Zitting 2011-2012.

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 270-1. — Commissieamendementen, nr. 270-2. — Verslag, nr. 207-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 1 februari 2012.